

- Ouvrez les prisons !

en page 3

# TRIBUNE Socialiste

Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

- LOGEMENT :

L'intervention

du groupe P.S.U. au

Conseil général de la Seine

en page centrale

- 34<sup>e</sup> Congrès

du Parti Socialiste Italien

en page 8

## VERS UN GRAND CONGRÈS D'UNITÉ SOCIALISTE

par

Édouard DEPREUX

TEL devra être, tel sera le Congrès du P.S.U., qui se déroulera les 24, 25 et 26 mars à Clichy. Du fond de la conscience de nos militants monte un cri qu'il nous appartiendra de traduire en décisions et en actes : « Le sectarisme, voilà l'ennemi. » Bien sûr, il y a eu et il y aura peut-être encore par-ci par-là des incidents dus à la nécessaire cohabitation entre des hommes animés d'une égale ferveur socialiste, mais ayant appartenu naguère à des organisations différentes. Ne croyez surtout pas que chacun d'eux désire importer au sein du P.S.U. les mœurs de son ancien parti. J'en connais — et non des moindres — qui, persuadés d'y avoir appris ce qu'il ne fallait pas faire, seraient plutôt enclins à en prendre systématiquement le contre-pied. Pour obtenir des applaudissements unanimes, il suffit de préconiser des réformes de la structure du Parti, limitant les attributions de « la bureaucratie », symbolisée, dans les organisations traditionnelles, par trois noms, évocateurs de sclérose de la pensée, de manœuvre du secrétariat pour la conquête des mandats et d'infidélité à la doctrine et aux promesses, mal dissimulée par un dogmatisme verbal.

Les avertissements prophétiques que, dès 1905, lançait Rosa Luxembourg sur les dangers que comportent les pouvoirs excessifs d'un comité central, trouvent, croyez-moi, de profonds échos, au sein de tous les courants du P.S.U. Il peut en résulter quelques remous. Une partie de la presse, toujours à l'affût des nouvelles dites sensationnelles, a monté en épingle certains heurts regrettables, certes, mais dont les conséquences ont dès maintenant été en grande partie et seront totalement palliées.

Oui, la démocratie à l'intérieur d'un Parti, comme la démocratie dans le pays, comporte quelques risques. Nous en avons pleinement conscience. Mais nous préférons les assumer plutôt que de céder d'une manière quelconque à la tentation du totalitarisme et de la dérisoire sécurité qu'il apporte, en même temps qu'un confort intellectuel et moral, inévitablement remis en question dans un bref délai.

Le P.S.U. n'est pas monolithique. Loin de m'en effrayer, je m'en réjouis. La diversité des familles spirituelles socialistes peut être une cause d'enrichissement, si l'esprit de clan est résolument banni. Gilles Martinet a lancé dans ce journal un appel à l'unité qui a déjà porté ses fruits : les élections de la délégation de Paris au Congrès National l'attestent. A mon tour, je tiens à dire, avec l'assurance d'interpréter l'état d'esprit du Bureau National tout entier, qu'éliminer des organismes dirigeants une seule nuance ou ne pas accorder à chacune l'influence qu'elle mérite, serait commettre une faute majeure contre les grandes espérances dont nous sommes porteurs.

Un augure qui s'était penché sur notre berceau sans sympathie avait assez curieusement annoncé que nous ne pouvions pas réussir... parce qu'il n'y avait pas de précédents. L'essor de nos fédérations, notre audience chaque jour accrue dans les deux hémisphères, la force d'attraction que nous exerçons à la fois sur les inorganisés et les militants des partis traditionnels (lisez leurs documents officiels, si vous en doutez), en particulier sur les jeunes, ont déjà relégué ce pronostic dans la fosse commune des illusions perdues. On murmure aujourd'hui que, parti de la paix en Algérie, nous serons bientôt sans emploi, et que nous risquons d'occuper nos loisirs par des discussions byzantines et des querelles subalternes. A nous de prouver que cette prophétie n'est pas plus fondée que la précédente. Notre lutte, non pour soutenir de Gaulle contre les ultras, suivant la méthode des « socialistes » (*sic*) qui ont servi de caution au pouvoir personnel, mais pour exercer sur de Gaulle une pression plus forte que celle des ultras, n'est pas terminée. Elle le sera un jour : la présence de de Gaulle à l'Élysée et de la fin des combats peuvent coïncider et la vigueur de l'opposition de gauche y aura contribué. Toutes les séquelles du colonialisme ne disparaîtront cependant pas du jour au lendemain : même sur ce point, nous ne risquons pas d'être acculés au chômage!

De toutes manières, une tâche difficile et exaltante, qui constitue notre raison d'être, nous attend : la construction du socialisme. Pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier français, un Parti va fixer, dans un Congrès, les grandes lignes d'« un programme de transition » vers le socialisme, et demander à toutes ses sections, ses fédérations, ses commissions d'études, de le compléter.

Le socialisme n'est pas seulement un magnifique idéal plus ou moins lointain. L'heure est venue, pensons-nous, de le définir avec précision, dans un langage clair, direct, concret, et de franchir « le seuil de non retour », c'est-à-dire le point qui permettra de ne plus permettre le retour en arrière au gré des vicissitudes politiques. Le mouvement vers une véritable démocratie non plus seulement politique, mais économique et sociale devra être irréversible.

Que représentent, au regard d'un tel enjeu, quelques divergences, voire quelques déceptions ? Elles seront vite oubliées au cours des campagnes que nous entreprendrons à travers le pays, dès le lendemain du Congrès, sur des thèmes précis. En voici un exemple : la faillite retentissante de la politique capitaliste — et plus spécialement de la politique gaulliste de constructions privées de logements — doit permettre de faire connaître nos solutions révolutionnaires, hors lesquelles on ne peut plus préconiser que des palliatifs de moins en moins efficaces. Le scandale du C.N.L. n'éclabousse pas seulement des hommes, mais le « système » lui-même qui se proclamait dur et pur et prélevait, pour sa propagande partisane, des fonds apportés par de malheureux souscripteurs en quête d'un gîte. Vous êtes-vous demandé ce qu'on aurait dit, écrit, imprimé, si des hommes de gauche avaient agi comme M. Le Tac ?

Notre « j'accuse » se doit d'être percutant et complété par l'élaboration et la diffusion d'un programme s'attaquant à la structure même du régime.

Il ne s'agit pas, en effet, de renflouer un régime incapable de rémunérer décentement ses travailleurs, de tenir ses engagements vis-à-vis des enseignants (et même, ce dont nous nous réjouissons, d'empêcher l'évasion de ses prisonnières politiques), mais de bâtir une cité nouvelle donnant à la démocratie des fondements économiques et sociaux qui lui permettront de résister à toutes les intempéries.

Oui, c'est un grand congrès que nous préparons.

De nombreux  
camarades étrangers  
assisteront  
à notre Congrès

Certains y viendront comme observateurs. D'autres y affirmeront leur accord avec le P.S.U.

Seront certainement présents des Belges (dont André Renard), des Allemands, des Italiens, des militants du BUND, des Anglais, des Danois, des Espagnols, des Grecs, des Tunisiens, des Marocains, des Israéliens, des Américains, des Norvégiens, des Africains Noirs, des Suisses, des Yougoslaves.

Nous attendons encore d'autres réponses. De nombreux messages de sympathie nous sont parvenus d'amis lointains.

# flashes-actualité

## GRANDE-BRETAGNE

M. MacMillan réussira-t-il ce tour de force qui consiste à conserver dans la même association les racistes Verwoerd et Welensky et l'anti-colonialiste N'Krumah ? C'est le « suspense » qui anime la Conférence du Commonwealth actuellement réunie à Londres.

M. N'Krumah, appuyé par le Premier ministre de Malaisie et par M. Nyerere, futur Premier ministre du Tanganyika, exige de la Conférence une condamnation sans équivoque de la politique d'apartheid (ségrégation raciale) pratiquée en Afrique du Sud par M. Verwoerd.

Cette condamnation entraînerait immédiatement l'abandon du Commonwealth par l'Afrique du Sud, que M. MacMillan tient à éviter en raison de l'importance des investissements britanniques dans les mines d'or et de diamant de ce pays. Mais si elle n'est pas prononcée, c'est M. N'Krumah qui menace de se retirer, au grand dommage du trust Lever qui a un patrimoine considérable au Ghana, au grand dommage également de l'influence britannique en Afrique orientale, qui, son indépendance acquise, adopterait à coup sûr la même attitude que M. N'Krumah. Le problème est en apparence insoluble, et il faudra toutes les ressources — considérables — dont dispose M. MacMillan en fait de finesse et de ruses pour empêcher que les portes claquent.

## CONGO

La Conférence de Tananarive a pris fin sur une grande victoire de M. Tsombé : le Congo centralisé éclate au profit d'Etats provinciaux dont le nombre n'est pas encore fixé, mais qui d'ores et déjà ne sera pas inférieur à la douzaine. Un vague lien fédéral sera maintenu, afin de faire une place à Kasavubu et de ne pas braver trop ouvertement celles des décisions de l'O.N.U. qui ont obtenu l'appui américain. M. Pierre Wigny, ministre belge des Affaires étrangères, a immédiatement exprimé sa vive satisfaction, ce qui indique sans ambiguïté le sens de cette « solution » du problème congolais.

Reste à savoir comment réagiront les lumbistes. M. Gizenga, joyeusement assassiné par toute la presse bourgeoise pendant une semaine, est ressuscité, et il a énergiquement condamné ce prétendu « compromis ».

D'autre part, l'O.N.U. ne paraît pas décidée à retirer sa résolution du 21 février (prévoyant que les Casques bleus pourraient utiliser la force pour empêcher la guerre civile) bien que la Conférence ait exigé ce retrait. Enfin, les

Etats indépendants d'Afrique ne reconnaîtront pas sans hésitation cet accord entre les assassins de Lumumba. La partie n'est donc pas encore gagnée pour les trusts coloniaux.

## CHILI

Les élections législatives qui viennent de se dérouler au Chili ont donné les résultats suivants (147 sièges à pourvoir) :

● Partis de la coalition gouvernementale :  
Libéraux : 221.741, 24 sièges (au lieu de 32).  
Conservateurs : 206.507, 16 sièges (au lieu de 22).

Radicaires : 297.648, 39 sièges (sans changement).

● Partis de l'opposition de gauche :  
Démocrates chrétiens : 213.836. Démocrates nationaux : 94.704, 40 sièges (au lieu de 39).  
Socialistes : 146.411, 14 sièges (au lieu de 9).  
Communistes : 155.236, 14 sièges (au lieu de 6).

La majorité parlementaire qui soutient le Président Jorge Alessandri, a fortement reculé au profit de la gauche, en particulier dans les régions du Sud, ravagées l'an dernier par un tremblement de terre ; la population se plaint de la lenteur des travaux de la reconstruction.

## BELGIQUE

André Renard et André Genot, secrétaires de la Fédération générale des Travailleurs de Belgique (F.G.T.B.), ont démissionné de leur poste, pour protester contre le refus opposé par les dirigeants de la F.G.T.B. à toute modification des structures de la Centrale dans un sens confédéral Renard et Genot, qui avaient joué un rôle essentiel dans les grèves de décembre, désiraient qu'une réforme de statut consacrerait l'autonomie des syndicats wallons, afin que l'action de ces syndicats ne soit plus paralysée comme en décembre par l'inertie des dirigeants flamands et bruxellois de la Centrale, en particulier de M. Louis Major, président de la F.G.T.B. Cependant les échos de cette crise ne se feront guère sentir avant que soient connus les résultats des élections législatives du 26 mars.

## BRÉSIL

Sous l'énergique impulsion de Janio Quadros, le Brésil poursuit son évolution vers une politique intérieure de réformes de structure et une politique extérieure neutraliste. Deux faits marquent cette semaine cette évolution : tout d'abord l'échec de la mission Berle. M. Kennedy avait envoyé à M. Quadros l'ambassadeur Adolf

Berle, qui devait proposer au président brésilien la réunion d'une conférence des ministres des Affaires étrangères latino-américains ayant pour objectif de décider des sanctions économiques contre le régime cubain. Or, M. Quadros a rejeté purement et simplement cette proposition, au cours d'entretiens dont le ton semble avoir été assez vif.

Par ailleurs, l'éventualité d'une rencontre Castro-Quadros est de plus en plus probable. Cette rencontre aurait lieu à l'occasion du Congrès des Ligues paysannes qui se tiendra cet été à Recife. A ce Congrès, dont l'initiateur est M. Francisco Juliao, député de Pernambuco, assisteront vingt mille paysans, venus surtout des régions misérables du nord du pays. Il y sera réclamé l'octroi du droit de vote aux analphabètes, et la possibilité de créer un véritable syndicalisme rural. Des plans de réforme agraire seront mis à l'étude. De plus, le Congrès aura deux invités d'honneur : le Président Quadros, qui n'a pas caché au cours de sa campagne électorale combien il avait été impressionné par la pauvreté des paysans brésiliens, et Fidel Castro, symbole dans toute l'Amérique latine, de la libération des masses agraires, et que M. Juliao doit rencontrer en avril. Une rencontre dans ces circonstances pourrait bien marquer une date historique dans l'histoire de l'Amérique latine.

## GUINÉE

Le Président Sekou Touré a décidé la nationalisation complète des mines de diamant de la région de Kankan, mettant ainsi fin aux activités de deux sociétés privées, la Soguinex et la Minière de Beyla. La nouvelle société nationalisée, « L'Exploitation nationale des Matières précieuses », aura le monopole de la prospection, de l'extraction, du transport et de l'expertise de l'or et des diamants en Guinée.

## LAOS

Les troupes du Pathet Lao (pro-communiste) se sont emparé de la bourgade de Sala Phoukhoun, à 60 kilomètres au sud de Luang Prabang, la deuxième capitale du pays, et poursuivent leur marche vers le sud. Ces succès ont entraîné un net raidissement de la diplomatie Pathet Lao, qui vient de qualifier l'accord Phoumi-Phouma de « méchante supercherie ». On sait que vendredi dernier le général Phoumi (pro-américain), et le prince Souvanna Phouma (neutraliste), avaient annoncé la conclusion d'une entente entre eux sur un plan de règlement de la guerre civile. Ce plan prévoyait à la fois une conférence internationale entre les pays intéressés par le problème laotien (U.S.A., U.R.S.S., Chine, France, pays voisins du Laos, Inde, Grande-Bretagne) et une négociation entre les trois tendances qui se partagent le pays, devant aboutir à la neutralisation du pays. Cette solution représente de la part du général

Phoumi et des pro-Occidentaux, de très importantes concessions sur leurs positions antérieures ; et ils n'ont consenti ces concessions qu'avec l'accord et sous la pression de la nouvelle diplomatie américaine. La voie de la sagesse consiste pour les Américains à accepter pour le Laos un statut de neutralité analogue à celui du Cambodge ; M. Dean Rusk semble l'avoir compris, mais il est bien tard, et les victoires militaires du Pathet Lao risquent de renforcer ses exigences politiques, ce qui provoquerait un nouveau rebondissement de la crise.

## ÉTATS-UNIS

Au mois de février, pour une population active de 64 millions de personnes, les Etats-Unis comptaient 5.705.000 chômeurs (soit 9 % de la population active). De janvier à février, 320.000 nouveaux chômeurs sont venus s'ajouter à la masse des sans-travail. Ce chiffre constitue le record des vingt dernières années pour le nombre des chômeurs et il est trois fois plus élevé que ce qui était généralement attendu pour cette période de l'année. Au problème du sous-emploi de la capacité de production, vient s'ajouter, de façon chaque jour plus aiguë, le problème du sous-emploi des hommes.

## YOUgoslavie

Le nouveau plan quinquennal 1961-1965 apportera d'importantes modifications aux structures économiques et sociales du pays. Le plan prévoit une augmentation annuelle de 13 % de la production industrielle et de 7 % de la production agricole. La répartition de la population entre les villes et la campagne sera profondément changée : pour la première fois les citadins seront plus nombreux que les paysans. Le revenu national par tête passera de 350 à 550 dollars. De grandes simplifications sont par ailleurs opérées dans la réglementation du commerce extérieur.

Mais surtout le gouvernement yougoslave poursuit sa politique de décentralisation. La Banque nationale, qui dirigeait toute l'économie, est maintenant confinée dans des tâches de contrôle sur l'exécution du plan dans le domaine financier et sur les mouvements monétaires. Elle n'aura plus de contacts directs avec les entreprises, et devra passer par l'intermédiaire des « banques communales », qui deviennent ainsi les véritables centres de décision de l'économie. D'autre part, le partage des revenus de l'entreprise entre l'entreprise elle-même (gérée par le Comité ouvrier), la commune où elle est établie et l'Etat, est modifié : l'entreprise et la commune conserveront désormais 85 % de ces revenus, l'Etat n'en gardant plus que 15 %. Les dirigeants yougoslaves s'engagent ainsi de plus en plus dans cette tentative originale qui consiste à restaurer la concurrence et les droits de l'initiative individuelle dans un système où tous les moyens de production sont aux mains de la collectivité.

Emmanuel TERRAY

## TRIBUNE DE DISCUSSION

Charles LUSSY :

# Laïcité et Socialisme

EN lisant, avec toute l'attention qu'il mérite, l'article paru sous ce titre dans la « Tribune de discussion » du 11 mars, un souvenir de jeunesse m'est revenu en mémoire.

C'était avant la guerre — celle de 1914 — et la fédération socialiste du Vaucluse discutait, en son congrès, du problème du pouvoir d'achat qu'on dénommait alors, avec un vocabulaire évidemment moins technique, « vie chère ». Les « Guesdistes » doctrinaires s'opposaient alors aux « Jaurésistes » dédaigneusement baptisés « réformistes ». Un bon camarade « guesdiste », militant éprouvé par ailleurs et d'une bonne foi indiscutable, soutint cette thèse que l'exploitation simultanée du producteur et du consommateur résultant du système capitaliste ne disparaîtrait qu'avec lui et que, dès lors, du point de vue socialiste, un débat séparé sur la « vie chère » était sans objet.

Le raisonnement était impeccable sur le plan de l'exégèse doctrinale. Un délégué « jaurésiste » déposa alors avec bonhomie une motion préjudicielle conçue à peu près en ces termes : « Attendu que tous les problèmes soumis à l'examen du Congrès national résultent de la recherche du profit et, s'agissant des menaces de guerre et des rivalités internes du capitalisme international, le congrès fédéral constate que le socialisme seul apportera les solutions nécessaires. En conséquence, il écarte toute vaine discussion et décide de préparer la Révolution ».

Quel rapport, me direz-vous, avec votre titre ?

Celui, simplement, qui résulte de cette phrase qui résume l'esprit de l'article dont je parle plus haut :

« Ce n'est que dans la mesure où les masses populaires seront entraînées dans un mouvement social général qu'apparaîtra la possibilité de supprimer, avec le régime lui-même, les lois antilaïques et d'annihiler leurs conséquences ».

Ce combat, (le combat pour la laïcité), précisent les rédacteurs (car ils sont

plusieurs) de ce texte « n'est pas séparable de la lutte contre le système gauliste et plus profondément contre le système capitaliste ».

Suivant avec obstination leur pensée, les mêmes ne conçoivent la résistance des laïcs que consécutive à l'avènement du « Front Socialiste », car cela suppose affirmé-ils, « une conception ouverte et dynamique de la laïcité indissoluble de la lutte de classes ».

J'ai cité littéralement les textes pour être sûr de n'en pas trahir la pensée.

Ainsi, pour nos camarades, le combat pour la laïcité, ou plus exactement, la résistance à l'offensive antilaïque ne saurait se concevoir que comme un aspect de la lutte de classes et ne saurait triompher que par l'avènement du socialisme.

C'est faire bon marché de l'Histoire et des réalités.

Les lois laïques, en effet, n'ont pas été en 1882, l'œuvre de la classe ouvrière triomphante, ni même le résultat de sa pression. Jules Ferry n'était même pas ce qu'il est convenu d'appeler un homme « de gauche ».

Pas davantage n'était « de gauche » Raymond Poincaré dont l'intervention, quarante ans plus tard, faisait repousser par la Chambre du Bloc National l'offensive menée par la droite en faveur de la « proportionnelle scolaire ».

Jusqu'en 1951, pendant soixante-dix ans, les lois laïques ont été réputées intangibles et l'ont été.

Seul, le gouvernement de Vichy avait osé y porter atteinte. Les lois de Vichy furent, en cette matière, abrogées à la Libération, et c'est le même gouvernement de Gaulle qui laïcisa les écoles dont les bâtiments faisaient partie de l'actif des mines nationalisées.

Vouloir réduire la bataille pour la laïcité à un chapitre important, mais secondaire, de la construction du socialisme est à la fois illogique et dangereux. Illogique parce que nombreux sont les défenseurs de la laïcité qui n'ont pas encore admis la solution socialiste. Dangereux parce que lorsque l'esprit laïque est en recul, ce à quoi s'efforce la réaction, chaque fois qu'elle le peut, c'est la liberté de penser qui est atteinte, le sens critique qui se détériore, l'esprit dogmatique qui l'emporte, et, par voie de conséquence, des chances du socialisme qui s'amenuisent...

Il y aurait encore beaucoup à dire dans cet ordre d'idées. Mais je veux avant d'en terminer aborder le deuxième ordre d'arguments mis en avant par nos camarades, sur le plan, cette fois, de l'opportunisme.

Ils craignent que le combat auquel nous les convions, parce que nous l'estimons indispensable et essentiel pour l'avènement du socialisme, ne rebute certains éléments prêts à nous rejoindre.

« Certaines de ces couches, disent-ils, comme par exemple dans certains départements de l'Ouest où des jeunes

paysans font des expériences collectives du plus grand intérêt, ne sont pas sensibles à la propagande laïque ».

C'est, précisent-ils, « tout le problème de notre stratégie » qui est en cause.

Voilà qui est clair. Mais qui est loin d'être péremptoire.

Un tel langage risque de toutes manières, d'être fortement exploité par ceux qui croient, ou feignent de croire, que la laïcité émane d'un sectarisme intolérant et anti-religieux alors qu'il est, en fait, la suprême expression de la tolérance et de la liberté de croyance.

C'est, en outre, interpréter un peu arbitrairement la pensée réelle de ces jeunes paysans, qui, pour être des croyants n'en sont pas moins souvent laïques parce qu'ils sont des vrais croyants et non pas des faux dévots !

Nombreux ont été parmi eux ceux qui, avant la Loi Debré, ont été loin d'applaudir à la loi Barangé votée par le M. R.P. et la Droite sous la pression — et le chantage — du R.P.F. ! Nombreux sont parmi eux, et parmi les syndicalistes chrétiens, ceux qui pensent comme nous qu'un croyant peut être laïque mais qu'un cléricel ne peut être socialiste...

Pourquoi dresser soi-même ces épouvantails factices ? Pour se faire peur à soi-même ?

La politique de l'autruche ne lui a jamais réussi. Le P.S.U. doit mener de front l'action indispensable pour restaurer la laïcité dès que faire se pourra, et pour promouvoir l'urgente réforme d'où résultera un enseignement modernisé et démocratisé. Ce à quoi nous nous refusons, c'est que l'on se serve d'un des aspects du problème pour éluder l'autre. Nous savons bien que ni l'un ni l'autre

ne seront complètement réglés dans un régime soumis aux intérêts étroits des classes dirigeantes et des castes dominatrices. Mais chaque étape franchie n'est-elle pas un pas de plus en avant vers le but à atteindre ?

Vouloir attendre d'être les plus forts, c'est certainement risquer de ne l'être jamais...

## STAGES NATIONAUX DE FORMATION

### STAGES - ETUDIANTS :

— Du 31 mars au soir au 6 avril au soir, aux environs de Paris.  
— Prix : 30 NF à charge du stagiaire et 30 NF à charge de la Fédération.

— Sujet d'étude :  
LA DÉMOCRATISATION DE L'ENSEIGNEMENT

### STAGE DE FORMATION GÉNÉRALE

— Du 29 mars, 12 heures, au 4 avril, 12 heures, aux environs de Paris.

— Prix : 35 NF à charge du stagiaire et 35 NF à charge de la Fédération.

INSCRIPTIONS à faire parvenir sans tarder au camarade Servet, Commission Nationale de Formation et d'Etude du P.S.U., 8, rue Jenner, Paris IX<sup>e</sup>.

## "C. E. S." PROGRAMME

### ● DEGRÉ SUPÉRIEUR

21 mars :

SOCIOLOGIE ET MARXISME  
Débat animé par Henri Lefebvre avec Edgar Morin, Serge Mallet, C. Lefort, P. Naville et François Châtelet (clôture des cours du degré supérieur).

22 mars :

(Cours supprimé)

### ● DEGRÉ MOYEN

20 mars :

LE NEO-COLONIALISME EN AFRIQUE NOIRE par Claude Meillassoux

## COMMUNIQUÉ

Le Bureau National du P.S.U. regrette la décision de Charles Hernu. Il rappelle que la démocratie intérieure a joué, joue et jouera intégralement dans la préparation et les débats du prochain Congrès.

Toute minorité obtenant 10 % des mandats a la garantie statutaire d'être représentée à tous les échelons. La liberté absolue d'expression de la pensée et la discipline dans l'action sont les deux formes complémentaires de la démocratie socialiste.

10 Mars 1961.

## PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin - ODE. 15-04  
Semaine du 15 au 21 mars

### TIREZ SUR LE PIANISTE

avec Charles AZNAVOUR  
un film de François Truffaut  
LES MARINES  
DE F. REICHENBACH

— Directeur-Gérant : Roger CERAT —  
I.R.B., 60, rue René-Boulanger, Paris-X<sup>e</sup>

— Travail exécuté —  
par des ouvriers syndiqués

Au Tribunal Militaire de Metz :

# 8 mois de prison à Pierre BOISGONTIER

Les militants du Parti connaissent l'affaire Boisgontier. Elle vient de connaître son dénouement judiciaire devant le tribunal permanent des Forces armées de Metz.

Le 9 mars, notre camarade P. Boisgontier a été condamné à 8 mois d'emprisonnement. Ce verdict peut sembler sévère, en fait il est un succès relatif. En ces sortes d'affaires, les tribunaux militaires condamnent en général au maximum, c'est-à-dire 2 ans.

Défendu par M<sup>r</sup> Paul Bouchet et par M<sup>r</sup> Pierre Stibbe, P. Boisgontier a bénéficié des « circonstances atténuantes ». Il est difficile de dire si ces circonstances sont dues aux conclusions du rapport psychiatrique qui concluait très sérieusement (!) à une « responsabilité atténuée pour distorsion de jugement », ou au contraire au faisceau de témoignages qui ont révélé au tribunal ce qu'était Boisgontier, et pourquoi il avait agi ainsi.

## Boisgontier s'explique

À l'encontre de la thèse de l'accusation qui veut le faire passer pour un idéaliste sans jugement, un faible entraîné par sa femme et son entourage, un orgueilleux qui prend ses décisions sur un coup de tête, Boisgontier rappelle au tribunal militaire le sérieux de son acte. Il est pupille de la nation (son père est mort pour la France en 1940), il a été élevé dans la haine de la guerre, dans l'amour de la paix.

Il est catholique et veut prendre au

sérieux les exigences de l'amour évangélique et ne pas tricher avec sa conscience. Il est un militant syndicaliste qui comprend que seul un socialisme démocratique libérera les travailleurs. Enfin il est ingénieur agronome et veut mettre sa compétence technique au service d'une action pacifique de développement économique en Algérie. C'est tout cela qui explique son geste. « Dès juillet 1959, déclare-t-il, je préviens l'armée que je me refuserai à porter les armes. » En novembre 1959, il est envoyé à Pau où il est breveté parachutiste sans avoir touché une arme; il devient alors infirmier parachutiste et pourrait se contenter de cette solution « élégante » à son exigence de non violent.

« Je ne devais pas aller en Algérie, en tant que pupille de la nation, mais j'ai compris alors que mon refus de porter les armes ne suffisait pas. Il me fallait préparer la paix par une action positive. » Après avoir obtenu l'accord de l'Action Civique non violente, il réclame alors un service civil et va rejoindre un chantier en Dordogne. Il y est arrêté le 20 octobre 1960. Après des tergiversations, il est inculqué de refus d'obéissance.

## Des témoignages irrécusables

Onze témoins vont venir à la barre pour dire de Boisgontier qu'il est un homme responsable de son acte, et que cet acte s'explique en grande partie par la réalité de la guerre d'Algérie.

En dépit des efforts du commissaire du Gouvernement qui veut faire

écarter des débats tout ce qui a trait « au rétablissement de l'ordre en Algérie » (sic !), le tribunal entend de la bouche d'amis de Boisgontier qui ont accepté de servir sous l'uniforme d'officiers français en Algérie, ce que nul n'ignore plus : les méthodes de la pacification sont le plus souvent une atteinte à l'honneur et à la personne humaine. L'un d'eux a révélé que pour avoir écrit ce qu'il avait vu à la Commission de Sauvegarde, il a été mis aux arrêts de rigueur.

Le Prieur des Dominicains de Nancy et le Pasteur Lasserre de Saint-Etienne ont dit qu'ils voyaient en P. Boisgontier un « témoin » parce qu'il est un artisan de paix.

D'autres encore sont venus : Mandouze et Borella, pour parler du drame de la jeunesse française actuelle et témoigner de la valeur de choc d'un acte de rupture comme celui de Boisgontier. Halévy et Pyronnet, de l'Action Civique non violente, qui ont dit les méthodes d'action et le but du service civil, œuvre de paix, par des moyens pacifiques.

C'est à notre secrétaire national adjoint, Henri Longeot, qu'appartenait le soin de dire que Boisgontier n'était pas un homme seul, abandonné de toutes les formations politiques, comme on l'avait insinué.

« A la période des « ratonnades » et des « blousons noirs » le geste de Boisgontier, dit-il, est le symbole d'une jeunesse qui refuse la violence et veut construire concrètement une société fraternelle dans laquelle règne la justice. »

Il affirma la nécessité d'obtenir du pouvoir politique un statut des ob-jecteurs de conscience et la mise sur pied d'un service civil.

M<sup>r</sup> Bouchet et M<sup>r</sup> Stibbe n'avaient qu'à ramasser cette argumentation.

Refusant toute atténuation de responsabilités, ils montrèrent que les guerres coloniales que notre pays le triste privilège de mener depuis 15 ans sans interruption, appelaient de tels actes. Au surplus, après l'acquiescement de certain colonel, dont l'obéissance était pour le moins assortie de réticence, on comprendrait mal que l'on condamne le non-violent qui ne demande qu'à servir pour la paix.

La condamnation à 8 mois, alors qu'un an était demandé, est peut-être le signe que ce procès n'aura pas été vain. Le chef de l'Etat a promis de faire voter un statut des objecteurs de conscience. L'opinion publique et les partis démocratiques doivent lui imposer une action rapide en ce sens.

F. B.

## Où en sont les pourparlers ?

On est heureusement plus prodigue d'informations au-delà de la Méditerranée qu'en deçà. A Paris, comme nous l'avons vu la semaine dernière, on ne rompt le silence que pour laisser filer quelques dépêches aussi malencontreuses que celle dont nous avons cité ici l'essentiel. A part cela, rien : ni démenti, ni confirmation, alors que des nouvelles nous parviennent de l'étranger. Tout se passe comme si on voulait entretenir un mystère propice aux ruses et aux mauvais coups, ou comme si on éprouvait de la gêne à donner des informations de nature à confirmer les espoirs de paix.

C'est vers la Tunisie surtout que nous devons nous tourner pour recueillir quelques indications.

Une fois de plus c'est par l'hébdomadaire Afrique-Action, très proche, comme on sait, du Président Bourguiba, que l'on a appris les premières rencontres secrètes. Celles-ci auraient eu lieu vers le 20 février en Suisse, après un contact préalable à Rome entre M. de Leusse, directeur des affaires politiques au ministère des Affaires algériennes et M. Boulahrouf, représentant du G.P.R.A. en Italie. Ceux-ci auraient préparé la rencontre qui eut lieu ensuite, sur le territoire helvétique, entre M. Boumendjel et M. Georges Pompidou.

Sur ce point, nous n'en savons pas davantage.

Le G.P.R.A. d'autre part se trouve réuni au complet à Tunis depuis mardi. Sans doute délibère-t-il sur le dossier constitué par les comptes rendus des conversations de Rome et de Suisse. On notera qu'avant cette réunion Boussouf et Krim Belkacem ont fait un voyage en Moyen-Orient où ils ont rencontré notamment Nasser. Celui-ci, selon une information du New York Times, se serait déclaré favorable à l'initiative du Président Bourguiba et à la poursuite des pourparlers franco-algériens. Quelque réserve qu'on puisse faire sur le fondement de cette indication, on constate une amélioration certaine des relations entre la Tunisie et l'Egypte et l'ensemble de la Ligue Arabe.

Le voyage de Boussouf et Belkacem peut être interprété comme un souci du G.P.R.A. de ne pas laisser relâcher ses liens avec les pays du Moyen-Orient qui lui ont apporté de l'aide. Les nationalistes algériens prennent ainsi quelques précautions pour le cas où la négociation aboutirait, comme celle de Melun, à un échec et où par conséquent la guerre serait poursuivie pendant longtemps encore.

Selon les bruits répandus un peu partout, mais surtout à Tunis, les principaux points discutés au cours des premiers contacts auraient porté sur :

- le Sahara,
- le maintien d'une base française à Mers-el-Kébir,
- le cessez-le-feu et le statut des forces en présence,
- le statut des Européens.

En fait, certains de ces points devaient être renvoyés à la véritable négociation, celle qui serait proclamée officiellement et qui aurait lieu à un niveau plus élevé. Dans la phase actuelle, ce qui importe avant tout, c'est d'écarter les obstacles qui ont provoqué l'échec de Melun. Il s'agit surtout de savoir si le gouvernement français a renoncé à certaines exigences concernant le cessez-le-feu préalable (« le couteau déposé d'abord au vestiaire » comme a dit de Gaulle) et le refus d'accorder aux négociateurs algériens leur liberté de mouvement. Si ces exigences n'étaient plus maintenues, rien ne devrait plus s'opposer désormais à la véritable négociation.

A s'en tenir aux seules informations dont on dispose, celles qui nous viennent de Tunis, il semble bien qu'il y ait maintenant de fortes chances pour que la négociation s'engage. Si les événements justifient cet optimisme dont on fait preuve à Tunis, nous serons les premiers à nous en féliciter, nous qui n'avons cessé de combattre pour qu'enfin cette négociation ait lieu. Nous ne pourrions éprouver, avec l'espoir de voir finir la guerre, qu'un autre sentiment : le regret que tant de mois aient été perdus, que ce qui paraît réalisable en mars 1961, n'ait pas été accompli en juin 1960, sinon beaucoup plus tôt, que le pouvoir ait vécu si longtemps sur des illusions (usure militaire du F.L.N., divisions au sein du G.P.R.A., naissance d'une troisième force, espoir d'amener l'opinion internationale à un soutien des attermolements gaullistes) Les faits n'auront cessé de démontrer la justesse de la politique que nous avons constamment préconisée au sujet de l'Algérie.

Pour reprendre certains termes de la résolution adoptée dimanche dernier par le Congrès de la Fédération de Paris, nous pourrions dire que le P.S.U. « se félicitera de toute paix qui consacrerait l'indépendance de l'Algérie sans que cela puisse diminuer en rien son combat contre le régime ».

Robert VERDIER

## OUVREZ LES PRISONS

Au moment où les milieux officiels parlent de paix, où la négociation paraît amorcée, où chacun admet que l'Algérie sera indépendante,

### IL Y A UNE ABSURDITÉ ET UN SCANDALE

Des Français sont en prison pour avoir refusé de faire la guerre au peuple algérien,

Des Algériens, musulmans, juifs, ou d'origine européenne, sont en prison ou en camps de concentration pour avoir lutté pour la liberté de leur pays,

ALBAN LIECHTI, militant de gauche, fils aîné de 9 enfants, a été incarcéré en 1956 au cours de son service militaire pour avoir refusé de prendre part sous quelque forme que ce soit à cette guerre injuste et sans issue. Il a fait un an de service, 4 ans de prison, vient de terminer sa peine et risque d'être incarcéré de nouveau pour refus de partir en Algérie.

PIERRE BOISGONTIER, militant de gauche et militant pacifiste, était infirmier parachutiste de camp. Il a été arrêté en octobre 1960 parce qu'il refusait d'être utilisé, même indirectement, pour la guerre d'Algérie en restant sous les drapeaux, et demandait l'organisation d'un service civil. Il vient d'être condamné à huit mois de prison par le tribunal militaire de Metz.

PIERRE HESPEL, militant de gauche, ancien résistant, arrêté et torturé par la Gestapo en 1943, déporté à Dachau en 1944 à l'âge de 19 ans, a été arrêté en février 1961 pour propagande contre la guerre et assistance à ceux qui la refusent. Il est emprisonné à Fresnes.

Des centaines de jeunes Français croupissent ainsi dans les prisons civiles ou les geôles de l'armée, en France et en Algérie, pour avoir lutté sous une forme ou une autre contre une guerre criminelle à laquelle même le Gouvernement ne croit plus.

BEN BELLA, KHIDER, BOUDIAF, AIT AHMED, dirigeants du F.L.N., hôtes du roi du Maroc, ont été enlevés le 22 octobre 1956 dans un coup de gangstérisme qui a prolongé la guerre de plusieurs années. Ils sont incarcérés à l'île d'Aix ou à Fresnes. Depuis des mois on parle à leur sujet d'un « geste d'apaisement » qui ne serait pourtant qu'un geste tardif de correction internationale. Jusqu'ici, rien ne vient...

Et en tout cas, il restera des dizaines de milliers d'Algériens de toute origine dans les prisons de France et d'Algérie et dans les camps de concentration. La grande majorité d'entre eux n'ont même pas été jugés et condamnés. Ils sont Algériens, luttent pour leur pays : donc coupables.

C'EN EST ASSEZ !

FRANÇAIS ET FRANÇAISES  
QUI VOULEZ LA PAIX EN ALGÉRIE

quelle que soit votre opinion sur la meilleure façon de lutter contre la guerre et pour la liberté de l'Algérie et de la France, affirmez avec nous votre solidarité avec ceux qui ont combattu pour ces objectifs au prix de leur propre liberté.

AVANT MÊME QUE LES ARMES NE SE TAISENT  
LES PORTES DES PRISONS DOIVENT S'OUVRIR

le Bureau National

# INSUFFISANCE DE

# DANS LE SECTEUR

UNE fois encore il nous faut déplorer la bonnec science des Pouvoirs publics devant la crise du logement, en particulier dans la région parisienne. De session en session, nous nous retrouvons chaque fois devant le même écart entre les besoins de la population et les résultats de la politique officielle du logement.

## Les besoins :

Les besoins sont immenses. Il nous faut les rappeler à nouveau, puisqu'une propagande officieuse d'anesthésie de l'opinion vise périodiquement à les faire oublier. Ces besoins, le très officiel Institut de la Statistique les évalue à quelque 450.000 appartements dans notre région, et encore s'agit-il d'un chiffre que l'I.N.S.E.E. déclare lui-même inférieur à la réalité puisqu'il suppose qu'ont été normalement occupés les quelques 100.000 logements actuellement habités par des familles trop largement logées pour leur importance.

En fait, c'est à environ 500.000 qu'il faut évaluer les besoins en logements de notre région dans laquelle il n'est pas possible de faire une place à part pour la capitale « intra muros » puisque l'expérience montre tous les jours qu'un grand nombre de parisiens sont obligés de quitter la capitale pour la banlieue.

Un chiffre inférieur est parfois cité : celui du Fichier central des mal logés. On parle alors de 220.000 logements nécessaires seulement. Mais outre que ce nombre est déjà énorme, il reste largement inférieur à la réalité. D'abord parce que bien des mal logés ignorent qu'il faut s'inscrire. Ensuite, parce que des dizaines de milliers de familles, victimes de la crise, ont depuis longtemps renoncé à s'inscrire et à renouveler leur inscription, lassées qu'elles sont d'attendre un tour qui ne vient jamais.

La preuve en est d'ailleurs donnée par la quasi permanence du nombre des inscrits au Fichier central des mal logés. Si la crise s'atténue, ce nombre devrait finir par diminuer. En fait, il ne varie guère. Les demandes nouvelles comblent le faible contingent des familles logées et celui plus considérable des demandes non renouvelées.

## Face à des besoins aussi énormes, qu'a-t-il été fait ?

Là aussi les statistiques officielles établissent la carence des Pouvoirs publics. Une note officieuse du Commissaire à la construction pour la région parisienne — note reproduite par la presse — admet que depuis 6 ans le rythme de la construction dans cette région est seulement de 69.000 par an, dont moins de 45.000 dans notre département.

Ce rythme est notoirement insuffisant. D'abord parce qu'une partie substantielle des logements neufs construits chaque année est absorbée — sans réduction du nombre total des mal logés — par l'accroissement annuel de la population de notre région de l'ordre de 200.000 personnes, soit 40 à 50.000 logements.

Ensuite parce que le renouvellement normal du patrimoine immobilier de notre région — particulièrement âgé, puisque 160.000 immeubles ont plus de 100 ans — demande encore un minimum de 35.000 (et plus vraisemblablement 45.000) logements par an. Cela fait déjà au total quelque 90.000 appartements.

A quoi je dois encore ajouter les 5.000 à 10.000 appartements consacrés chaque année au relogement des habitants de taudis des îlots insalubres à rénover.

Bref, c'est seulement au-delà de 90.000 appartements neufs chaque année que commence le contingent des logements réellement destinés à réduire la grande armée des mal logés de la région parisienne.

Ce contingent, il faut avoir le courage de le reconnaître, est actuellement nul. Et c'est pour cela que la crise continue, et même s'aggrave.

Ayons le courage de reconnaître qu'en l'état actuel de croissance démographique de la région parisienne, la crise du logement y est installée à perpétuité. En Allemagne, en Grande-Bretagne, et maintenant en U.R.S.S., les Pouvoirs publics ont eu le mérite de s'attaquer de front à cette crise en employant des moyens proportionnés au mal à vaincre. En France et spécialement dans la région parisienne, cette volonté n'a pas existé, n'existe toujours pas. La crise continue donc.

## Les privilégiés ...et les autres

Mais il est vrai qu'elle ne continue pas de la même façon pour tout le monde. Car, si, dans l'ensemble, la crise ne s'atténue pas dans nos régions, il faut reconnaître qu'elle a cessé pour les classes privilégiées. Avec des millions, on passe au travers de la crise. Les moyens ne manquent pas : appartements anciens rachetés à prix d'or, pas-de-porte contestés mais courants, logements neufs offerts à 3, 4, 5 millions la pièce... autant de méthodes utilisées par les classes aisées pour échapper à la crise.

Mais les classes populaires, elles, qui n'ont que leur maigre salaire, font les frais de l'opération. Car c'est sur elles et sur les jeunes ménages que se porte tout le poids de la crise, maintenue par l'insuffisance globale du rythme de la construction.

Des exemples locaux, nous pouvons tous en donner. Je m'en tiendrai volontairement aux chiffres globaux.

— Il faut savoir que dans notre département où vivent la plupart des 500.000 familles à reloger on n'a terminé l'an dernier que... 14.800 H.L.M. locatives. Moins du trentième de ce qu'il faudrait pour leur donner le toit qu'elles attendent depuis longtemps.

— Il faut savoir que ce nombre est inférieur du 1/4 à celui de l'année précédente, et qu'il faut ramener à 32% seulement la part des H.L.M. locatives dans l'en-

semble de la construction du département contre 36% l'année précédente.

— Il faut savoir que l'Office municipal construit 2.500 logements H.L.M. par an pour 20.000 demandes nouvelles et que l'Office départemental de la Seine ne bâtit que 2.000 logements par an pour 18.000 demandes supplémentaires.

— Il faut savoir qu'au 1<sup>er</sup> janvier, 22.000 logements H.L.M. seulement étaient en chantier dans notre département, sur 75.000 logements en cours de construction soit 1/3 en moins qu'il y a trois ans.

— Il faut savoir enfin, que selon le Commissaire à la construction lui-même, dans l'ensemble de la région parisienne, les H.L.M. locatives actuellement en chantier représentent seulement 24% du total.

En valeur absolue comme en valeur relative, l'insuffisance est évidente.

En valeur absolue d'abord, parce qu'il faudrait bâtir au moins 125.000 logements par an dans la région parisienne pour espérer mettre un terme dans des délais raisonnables à la crise du logement et que sur ces 125.000, il devrait y avoir au moins 80.000 à 90.000 H.L.M. Nous n'en construisons depuis 6 ans qu'une moyenne de 19.000, c'est-à-dire à peine le 1/4.

En valeur relative ensuite, parce que dans une région où la crise frappe essentiellement — et l'on pourrait presque dire maintenant exclusivement — les classes populaires et les petits cadres — ce n'est pas 24% au total que devraient construire les H.L.M. (ou 32% dans le département) mais au moins les 2/3.

Les H.L.M. locatives sont en effet par dénomination même, les logements les plus accessibles aux classes populaires. Pour en être locataire, il n'est pas besoin de modalités qui impliquent une bonification d'intérêt à la charge de l'Etat, il est infiniment plus adapté aux de capital initial ; quant à leur loyer fixé selon des besoins de la clientèle populaire que les loyers qu'exigent les sociétés immobilières capitalistes — fussent-elles conventionnées — dont l'expérience a d'ailleurs montré qu'elles ne s'intéressaient pas à ce genre de clientèle.

# Le scandale du

LES scandales comme ceux du C.N.L. ne sont pas, hélas, chose rare. Tous les membres de cette assemblée se souviennent encore des faillites et des escroqueries retentissantes comme celles d'Alutrad, du Crédit Mutuel du Bâtiment et de tant d'autres.

C'est à ces dernières affaires que nous devons d'avoir aujourd'hui un embryon de législation visant à protéger les souscripteurs d'appartements : le décret du 10 novembre 1954. Mais force nous est bien de constater que depuis ce texte, dû à l'action courageuse du gouvernement présidé par Pierre Mendès-France, tous les gouvernements qui se sont succédés se sont absolument désintéressés de la question.

Les avertissements pourtant n'ont pas manqué. Je n'en veux pour preuve que ce vœu adopté le 25 février 1958, en séance publique, par le Conseil Municipal de Tarbes et que notre Assemblée pourrait reprendre aujourd'hui sans y changer une virgule, tant il est actuel.

« (Le Conseil Municipal) s'indigne de la facilité avec laquelle des individus véreux peuvent diriger des affaires immobilières, en bénéficiant d'appuis officiels auprès des organismes publics de crédit, afin de réaliser des opérations qui ne sont qu'une spéculation éhontée sur la misère des sans-logis... (il demande... instamment que la justice leur inflige le châtiement le plus sévère et recherche à la suite de quelles complicités ces faits ont pu se produire... »

## LA CONSTRUCTION PRIVÉE : UN TERRAIN D'ÉLECTION POUR LE CAPITALISME

Aussi, lorsque M. le Ministre de la Construction explique la position actuelle des Pouvoirs publics par l'impossibilité où ils sont d'imposer des règles précises à la construction privée et de s'immiscer dans une opération immobilière, même au bord de la catastrophe, il nous est difficile d'accepter cette façon d'analyser la situation.

Il me paraît nécessaire de rappeler ici que de juin 1958 à janvier 1959, M. Pierre SUDREAU a disposé des pleins pouvoirs. Et les victimes du C.N.L., les victimes de la société immobilière LAMBERT et de quelques autres sont en droit de demander au ministre actuel ce qu'il a fait de ses pleins pouvoirs ! Car il faut souligner que M. SUDREAU a été le seul ministre de la construction, parmi ceux qui se sont succédés depuis 15 ans, à avoir des pouvoirs si étendus. Il est vrai que toute a atteinte »

Pour être parfaitement équitable, je dois ajouter que les loyers H.L.M. sont encore souvent excessifs pour bien des budgets modestes. Il n'est pas normal que les charges de loyer qui représentent habituellement 5 à 10% du revenu familial pour les familles aisées atteignent 10, 15% (voire davantage) du revenu pour les familles populaires : c'est une discrimination supplémentaire, qui oblige ces familles à réduire leur consommation sur d'autres points tout aussi essentiels : nourriture — santé — habillement.

Or il serait très facile de diminuer les loyers H.L.M. Les groupements de locataires ont depuis longtemps préconisé à ce sujet des moyens efficaces. Il suffirait d'allonger la durée des prêts — fort inférieurs actuellement à la longévité des habitations construites — et d'accorder aux offices des prêts sans intérêt.

Ainsi c'est beaucoup plus d'H.L.M. — 4 à 5 fois plus dans la région parisienne — en même temps que des H.L.M. à loyer vraiment modéré que nous réclamons.

L'argent fait-il défaut pour réaliser ce programme ? Qu'on me permette de rappeler ici que depuis six ans on dépense en Algérie dans une guerre que condamne l'opinion et dont le gouvernement lui-même commence à percevoir la stérilité, 4 fois ce qu'on consacre à la construction d'H.L.M. Qu'on me permette de rappeler aussi que depuis 10 ans les crédits H.L.M. sont chichement mesurés, alors que ceux alloués à la police augmentent régulièrement, tandis que subsistent d'innombrables subventions immorales autant qu'importantes aux bouilleurs de cru, aux betteraviers, et combien d'autres.

## Les propositions du P.S.U.

Pour notre part, je ne crois pas que nous puissions clore ce chapitre en nous contentant de déplorer que l'Etat finance si peu de H.L.M.

aux droits de la construction privée est impensable sous la V<sup>e</sup> République lorsque l'on sait que cette construction privée est passée presque entièrement sous contrôle des banques, des puissants groupes d'intérêts et qu'elle constitue actuellement un terrain d'élection pour ce « capitalisme rénové » que la V<sup>e</sup> République a mis en place !

Dans le scandale du C.N.L., il y a, à notre avis, deux aspects :

— Celui de l'escroquerie proprement dite, de l'abus et de la dilapidation des biens sociaux, qui n'est pas l'aspect majeur puisqu'il résulte d'une situation déterminée.

— Celui de l'étrange concours de « bienveillances » administratives et autres, sans lequel l'escroquerie n'eût pas été possible. Et cet aspect nous paraît essentiel.

Dans son jugement du 26 janvier dernier, le Tribunal de Commerce de la Seine, s'étant saisi d'office de la situation financière du C.N.L. a effectué une enquête approfondie sur le fonctionnement du C.N.L. et il a tenu à souligner que les « Autorisations administratives et communales ont été accordées avec une facilité certaine ».

## PLUSIEURS QUESTIONS DOIVENT ÊTRE POSÉES

(1). — L'actuel programme Salmson ne devait pas être réalisé par le C.N.L. mais par une autre société immobilière, la Société Générale Foncière, (S.G.F.).

Celle-ci qui était en possession d'un compromis de vente, avait obtenu un accord préalable pour 489 logements ; la S.G.F. devait s'engager :

— à réserver par priorité 25% des logements construits aux habitants de Boulogne.

— à ne construire que des logements économiques et familiaux, donc accessibles essentiellement aux familles de condition modeste.

— à céder une parcelle de terrain pour la reconstruction de l'Eglise de Boulogne.

— à édifier une crèche.

— à maintenir en activité pendant 15 ans une partie importante des ateliers des usines Salmson, ces ateliers étant seuls équipés pour réparer certains types de moteurs d'avions.

Le C.N.L. réussit à acheter le terrain. Les Pouvoirs publics se sont-ils inquiétés de la façon dont l'acquisition avait été réalisée et de son incidence possible sur les plans juridiques et financiers ? Car il faut noter qu'au début, le C.N.L. prévoyait de construire environ 1.000 logements avec des prêts du Crédit Foncier. Ce qui est certain en tout cas, c'est

**URDET intervient au nom du groupe P.S.U. :**

# LA CONSTRUCTION

## TEUR SOCIAL

Il nous faut faire des propositions et prendre des mesures.

Voici au nom du P.S.U. celles que je me permets de vous suggérer :

1). — Nous devons adresser au gouvernement une protestation solennelle contre l'insuffisance des crédits affectés à la construction de H.L.M. et exiger à partir de l'an prochain, les moyens de mettre en chantier dans le département 60.000 H.L.M. dont 30.000 à Paris même.

2). — Pour ce faire, nous devons exiger du gouvernement, et je propose qu'une démarche spéciale de notre Assemblée soit faite à cet effet auprès du Premier Ministre et du Ministre des finances, qu'au cas où la totalité des prêts budgétaires nécessaires ne nous serait pas accordée, le Trésorier nous autorise à emprunter nous-mêmes les sommes qui nous font défaut pour entreprendre le programme de H.L.M. que je viens d'indiquer et qui est absolument indispensable. Si l'un ou l'autre moyen nous était refusé, j'estime pour ma part que nous devrions envisager des mesures de protestation symboliques et dans la mesure où nous le pouvons, de rétorsions. Je pense par exemple à l'expulsion des H.L.M. de la Ville et du département de toutes les personnalités qui y ont été logées à la demande du Pouvoir central : députés, sénateurs, conseillers de l'ex-Union française, fonctionnaires, des administrations centrales appelés de province à Paris par leur administration. Il n'est pas normal, en effet, que ces mêmes Pouvoirs publics qui nous refusent les moyens de loger nos concitoyens nous demandent de leur réserver des appartements.

3). — Pour que les H.L.M. soient loués à un prix conforme aux possibilités des salariés à bas revenus, nous devons à nouveau émettre un vœu demandant au gouvernement d'allonger la durée du prêt fait aux offices et d'en réduire le taux. En attendant que cette réforme intervienne et qu'une révision du mode de calcul de l'allocation logement permette d'alléger plus sensiblement

les loyers des locataires à bas revenu, je propose que la ville accorde sur son budget à tous les locataires ayant un quotient familial inférieur à 20.000 frs par part et par mois, une indemnité complémentaire ramenant le loyer restant à leur charge (après allocation logement) à 5 ou 10 % de leur revenu.

4). — Inversement, je crois nécessaire que notre Office municipal applique scrupuleusement les dispositions réglementaires intervenues depuis 2 ans et prescrivant le départ des H.L.M. des locataires dont les revenus excèdent le plafond légal ; aussi longtemps que le nombre des H.L.M. construits sera aussi faible qu'actuellement j'estime pour ma part que ce plafond aboutit à maintenir dans ces logements construits avec l'aide des contribuables, des familles à revenu élevé privant du même coup d'appartement les familles populaires qui y auraient davantage droit.

Sans doute me dira-t-on que les « logécos » et les logements loués par la Caisse des Dépôts sont destinés aussi aux classes populaires.

Dés premiers, vous me permettrez de dire peu de chose puisqu'il ne s'en construit pas à Paris. Lorsque la municipalisation du sol que j'ai préconisée ici même sera intervenue, mettant fin à la spéculation foncière, on pourra reparler de la construction des « logécos » à Paris. Mais sans doute pas avant. En ce qui concerne la banlieue, vous savez comme moi qu'à part quelques cas exceptionnels s'expliquant par un préfinancement de la Caisse d'Allocations familiales, les « logécos » exigent actuellement une apport initial de 1 million 1/2 à 2 millions. Quel petit salarié possède ce capital ? On ne saurait donc prétendre que les « logécos » sont un type de construction destiné aux classes populaires. Pour qu'ils le redeviennent, il faudrait porter le prêt du crédit foncier à 90 % ou 95 % du prix effectif du logement - terrains et frais annexes compris. Ce n'est pas dans cette voie que l'on s'est actuellement engagé.

Quant aux appartements du type « logécos » construits et loués par la Caisse des Dépôts, outre qu'ils

sont très peu nombreux à Paris, ils tombent en banlieue sous le coup des mêmes critiques que j'adressais il y a un instant à la politique des H.L.M. Ils sont à la fois peu nombreux et trop cher. Point n'est donc besoin que je m'étende sur eux.

Quant à la construction privée du type « prime à 600 FR » (avec ou sans prêt) la plus répandue à Paris et dans notre département, elle s'est développée à mesure que stagnait, puis regressait la construction publique.

Les scandales récents montrent combien ce secteur florissant peut être occasion de profits rapides et maximum pour certaines sociétés immobilières. Dans les affaires dont nous parlerons tout à l'heure, il ne s'agit pas seulement de moralité ; le vrai scandale réside dans l'exploitation généralisée des besoins vitaux dont le logement fait partie.

### Un service national de l'Habitat

Pour nous le droit au logement est un droit fondamental qui doit échapper à la règle du profit, et sa satisfaction doit être confiée à un service public.

Les besoins du secteur social de la construction sont immenses. Pour donner à la collectivité publique les moyens efficaces d'une politique sociale du logement, il faut créer un Service National de l'Habitat ayant des pouvoirs étendus aussi bien dans le domaine foncier que dans celui du bâtiment, dont les moyens financiers sont proportionnés à ses besoins et constitués pour l'essentiel par des fonds publics et parapublics, étant entendu que sa gestion aussi décentralisée que possible voit associer les usagers du logement aux Pouvoirs publics.

De plus en plus, cette nécessité d'un Service National de l'Habitat se fait jour. Il est du devoir de notre Assemblée de se prononcer dans ce sens. Sans doute, ne pouvons-nous qu'émettre un vœu, mais dans les circonstances actuelles, je pense que les élus d'un département où la crise du logement est si grave doivent prendre leurs responsabilités pour engager les Pouvoirs publics dans la voie d'une politique du logement qui soit effectivement et prioritairement au service des mal logés.

## C.N.L. et l'affaire Lambert

que la S.G.F. s'estimant lésée d'avoir été évincée de l'opération « Point du Jour » a assigné le vendeur du terrain et solidairement le C.N.L. en 200 millions de dommages et intérêts pour rupture abusive de contrat.

Le C.N.L. obtint un permis de construire pour édifier 1.500 logements dont seulement 483 de très bon confort. Or, c'était autoriser au bénéfice du C.N.L. TROIS FOIS PLUS DE LOGEMENTS que la S.G.F. n'avait obtenu l'autorisation de construire. Quelle est l'origine de cette faveur ?

(2). — Les stipulations du permis de construire ne furent pas respectées, puisque c'est actuellement 2.500 logements de très bon confort qui sont édifiés ou prévus. Certes le C.N.L. a acquis quelques parcelles supplémentaires. Mais, en définitive, il semble bien que le terrain d'origine va supporter 2.000 logements, soit 4 fois plus que prévu à l'origine.

(3). — Le C.N.L. a été chargé officiellement de réaliser un ensemble plus vaste que celui qu'il prévoyait lui-même, ceci afin de remodeler tout un quartier de Boulogne. Sur quels titres s'est-on fondé pour confier une telle mission ?

(4). — Pourquoi les règles habituelles de « densité », de « prospect », de « non aedificandi » firent-elles l'objet de « dérogations » au bénéfice du C.N.L. ? De nombreux constructeurs de la région parisienne ne comprennent pas qu'une telle concentration ait été autorisée sur ce terrain. Peut-être pourrait-on admettre une dérogation aux « règles de prospect », mais à celles de densité ? Tous les observateurs — même parmi ceux qui considèrent l'ensemble de Boulogne comme une réussite — déplorent la concentration anormale de cette réalisation. Comment le C.N.L. a-t-il obtenu cette « faveur » préjudiciable en définitive aux souscripteurs mais très rentable évidemment... ?

(5). — La plupart des programmes du C.N.L. sont mauvais. D'abord ceux réalisés avec le concours de prêts du Crédit Foncier. Or, dès la fin 1957, la Mission Permanente d'Information du Trésor mettait au point un rapport sur les activités du C.N.L. qui constituait déjà un véritable acte d'accusation.

Ce rapport établi par un service du Ministère des Finances, ne semble avoir eu aucune répercussion sur les activités du C.N.L. Or, ce rapport a été rédigé avant que la majorité des autorisations du programme de Boulogne soient accordées. Pourquoi ne pas en avoir tenu compte ?

Le Ministre de la Construction vient de déclarer que depuis 2 ans, il était au courant des activités « délictueuses » du C.N.L., 2 ans, cela fait approximativement début 1959. Or, le 12 décembre 1959, le C.N.L. obtenait un permis de construire pour une tranche du programme de Boulogne, permis n°

5.146. Pourquoi, puisque le ministre était au courant, avoir encore contribué à étendre les « activités », donc l'importance des détournements du C.N.L. ?

### L'IMMOBILIÈRE LAMBERT : DES ILLÉGALITÉS EN CHAÎNE

**M**AIS il n'y a pas que cette affaire. Si aujourd'hui on parle beaucoup du scandale du C.N.L., je me dois de vous rappeler que lors de notre dernière session, nous vous avons entretenus des différentes méthodes mises au point par un autre promoteur parisien, dans le but :

— de passer outre à la législation régissant les opérations immobilières bénéficiant de prêts du Crédit Foncier et notamment au décret du 10 novembre 1954 et à la loi cadre construction du 7 août 1957.

— d'augmenter la marge de commercialisation admise par les établissements prêteurs (6 % pour les logécos et 10 % pour la prime à 6 NF) et de réaliser ainsi des profits considérables aussi illicites qu'importants.

Ce promoteur, la Société d'Etudes et de Réalisations Immobilières LAMBERT, 62, boulevard Garibaldi à Paris, vient de faire l'objet d'une demande d'enquête administrative émanant de 17 sociétés immobilières constituées à l'origine sous son égide et représentées actuellement soit par leurs conseils de surveillance, soit par des associations syndicales de défense.

Il me paraît utile de vous communiquer les grandes lignes de la lettre qui fut adressée le 19 décembre 1960 aux ministres des Finances et de la Construction. Je dois tout d'abord m'étonner qu'aucune réponse n'ait encore été apportée à cette lettre et qu'il soit désormais nécessaire de la rendre publique, afin, du moins espérons-le, d'obtenir une réponse des destinataires.

Dans cette lettre, les souscripteurs de 17 programmes de construction en co-propriété, réalisés entre 1955 et 1960 avec prêts du Sous-Comptoir des Entrepreneurs et du Crédit Foncier de France, demandaient l'ouverture d'une enquête administrative.

Le premier grief indiqué contre l'Immobilière Lambert concerne le dépassement considérable des prix indiqués à la souscription.

En effet, malgré les dispositions prévues par l'article 2 du décret de 1954, les budgets de tous leurs programmes se sont trouvés majorés d'appels de

fonds supplémentaires qui dépassent très largement les prix prévus dans les contrats, même en y ajoutant le cas échéant, les révisions. Je cite quelques-uns des dépassements indiqués :

Sociétés les Dalhias : dépassement de 16 % du budget initial.

Ivry-Raspail : dépassement de 24,5 % du budget initial.

Foncière Aryonne : dépassement de 20 à 30 % du budget initial.

Un autre grief relevé est que cette société pratique systématiquement une politique de sous-estimation des devis, tombant ainsi sous le coup de l'article 59-1° de la loi de 1958. Des indications précises sont fournies, sur les fondations, sur les achats de mitoyenneté et indemnité, sur les V.R.D., sur certains postes d'équipement indispensables, etc...

Les augmentations sont annoncées aux sociétaires, alors que ceux-ci ont déjà versé la majeure partie de leurs apports initiaux et qu'il ne leur est plus possible de faire marche arrière.

Si l'on rapporte les appels de fonds supplémentaires ainsi réclamés aux apports personnels indiqués à la souscription, déduction faite du Crédit Foncier destiné justement à venir en aide à des épargnants modestes, on aboutit à des pourcentages d'augmentation qui pour le cas des sociétés précitées, vont de 37 à 60 %. Cela représente de 3 à 500.000 F en plus pour un appartement de 2 pièces, et de 500.000 à 1.600.000 F pour un appartement de 5 pièces. Ces augmentations placent les souscripteurs dans des situations souvent dramatiques.

Par ailleurs, dans la plupart de ces sociétés, des filiales de l'Immobilière Lambert disposent d'appartements, boutiques, garages... C'est ainsi, pour n'en prendre qu'un exemple, que la filiale THETA avait obtenu un lot de 4 appartements et de 69 garages, au groupe LACORDAIRE-VARET, alors qu'elle n'avait souscrit que 680 parts et qu'il en avait fallu 500 en moyenne aux souscripteurs ordinaires pour l'attribution d'un appartement.

Est-ce que ces avantages aux filiales ne tombent pas sous le coup de l'article 59-3° de la loi du 7 août 1957 ?

Il faudrait aussi parler des irrégularités juridiques. Tout ceci est très précisément indiqué dans cette lettre.

En résumé le reproche fait par les souscripteurs à l'Immobilière Lambert, c'est de violer toutes les dispositions que le décret du 10 novembre 1954 avait imaginées pour la protection des épargnants, et aussi pour la sauvegarde des sommes importantes que l'Etat leur avance pour favoriser la construction et qu'ils se sont engagés à lui rembourser en 20 ans.

Oreste ROSENFELD: **Attention, camarades !**

**J**EAN RABAUD a eu raison de tirer ici même la sonnette d'alarme : « Pitié pour le militant de base » ! Son avertissement ne s'adresse pas seulement aux dirigeants. Il devrait être entendu aussi par les responsables à tous les échelons. En particulier par les secrétaires des sections.

Je voudrais, pour ma part, présenter aussi quelques observations pour appuyer l'appel au bon sens lancé par Jean Rabaud.

1°) L'action du parti est presque complètement paralysée depuis plusieurs semaines : on prépare le Congrès, on discute les motions. C'est en grande partie inévitable. Le parti est fondé sur les principes démocratiques. Les décisions doivent se préparer à la base. C'est une méthode compliquée et une procédure longue. Nous ne pouvons cependant pas y renoncer sous peine de répudier la démocratie.

Mais la liberté la plus entière et la démocratie la plus large n'exigent nullement qu'à la discussion des idées et des meilleurs moyens d'action, se substituent des disputes byzantines autour d'un mot ou sur la place d'une virgule. Cet exercice est d'autant plus inutile que les résolutions définitives ne peuvent être arrêtées qu'au Congrès National après de larges débats sur un ou plusieurs textes préparés par la Commission des résolutions.

2°) Le prochain Congrès est le premier de notre très jeune parti. Dans sa préparation, une certaine confusion est explicable. Mais cette « inexpérience » collective ne nous oblige nullement à « pondre » des projets de motions démesurément longs (que les militants ne lisent guère) et écrits dans un jargon que le commun des mortels ne comprend pas. De grâce, n'imitons pas certains philosophes, sociologues et économistes bourgeois qui se croiraient déshonorés s'ils s'exprimaient dans un langage simple et clair, (ils se prennent à présent tous pour des mathématiciens et des physiciens qui ont forcément un langage hermétique que seuls les initiés peuvent comprendre).

Nous nous adressons aux citoyens, quel que soit leur degré d'instruction. Nous voulons être compris notamment par les travailleurs manuels. Nous espérons être entendus par les jeunes qui ne sont pas tous des étudiants de l'enseignement supérieur. Faisons donc attention à notre langage. Gardons-nous des tournures pseudo-marxistes (mises à la mode par Staline), à la fois simplistes et vulgaires, embrouillées et contradictoires. Sur-tout, bannissons de nos discours et de nos écrits la tentation de remplacer le raisonnement et les arguments par des qualificatifs péjoratifs et souvent même injurieux afin de « situer » le camarade qui a le malheur de ne pas être du même avis que nous et pour lui « accrocher une casserole », pour essayer de l'éliminer d'un poste de responsabilité. Ces méthodes de discussion sont indignes de militants sincères et dévoués.

N'oublions pas non plus qu'il ne suffit pas de répéter vingt fois de suite et à tout propos des termes tels que « révolutionnaire », « classe », « marxiste », « efficace », « réaliste » pour être révolutionnaire, marxiste ou réaliste. L'emploi abusif de ces mots dissimule souvent l'indigence de la pensée et le manque d'arguments. Et se gargariser de mots, ce n'est pas agir.

**La tâche du Congrès**

3°) Ne mélangeons pas les sujets. Ce premier Congrès n'a pas pour objectif de définir la doctrine du parti. Celle-ci est, en gros, fixée dans la Charte d'unité. En tant que l'un des trois auteurs de ce document, je connais peut-être aussi bien que n'importe qui ses défauts et

ses insuffisances. Mais la Charte a le mérite d'exister. Et c'est cela qui a permis aux différents courants socialistes de s'unir pour constituer le P.S.U. Jusqu'à l'élaboration d'un nouveau programme, c'est cette Charte qui définit les principes qui doivent diriger notre action.

Il va de soi qu'il faut la remettre sur le métier. Mais c'est un travail de longue haleine. La première année de notre existence a été consacrée à l'organisation matérielle du parti. Il fallait fonder en un bloc, amalgamer, les divers éléments constitutifs. Le parti a su, tant bien que mal, accomplir en partie cette tâche. Il a dû en même temps mener une action politique difficile et essayer de donner une culture socialiste à de nouveaux adhérents, surtout à des jeunes, attirés vers le P.S.U. par sa nouveauté et par les promesses que sa création apportait à leur dynamisme. Avouons-le : cette tâche de l'éducation socialiste n'a pas été menée à bien. Il est vrai qu'elle n'est pas facile pour un parti « en devenir ». Dans ces conditions, il est compréhensible que le parti n'a pas eu le temps d'élaborer un nouveau programme. Une Commission Nationale doit s'en charger. Son projet devra être communiqué aux militants. La Commission aura ensuite à revoir son travail à la lumière des observations et critiques des membres du parti. C'est alors seulement que le projet de la nouvelle Charte pourrait être soumis à l'examen des sections afin qu'un Congrès Extraordinaire spécial puisse l'arrêter définitivement.

Mais évitons de trancher par le biais des motions de tactique et d'actualité les questions d'ordre général telles que : la définition de la phase actuelle du capitalisme ; son évolution prévisible ; la position de la classe ouvrière devant le problème de la révolution socialiste ; les formes et les moyens de la révolution ; les structures éventuelles politiques, économiques et sociales des premières étapes de la société socialiste ; les formes de la participation des travailleurs à la gestion de l'économie et des entreprises socialisées dans la société socialiste, etc.

Faire voter les sections les fédérations et le Congrès lui-même sur ces problèmes aujourd'hui, ce serait vouloir enlever des votes « à l'esbrouffe ». Ce serait rendre au parti un très mauvais service. Car traiter ces questions primordiales de la doctrine socialiste sans les avoir étudiées au préalable, et le faire dans des motions d'actualité qui peuvent être annulées, ou modifiées par le Congrès suivant, c'est dévaloriser la doctrine.

**Pas de collaboration avec la bourgeoisie**

4°) Le rôle des prophètes est ingrat. Le parti ne peut pas se permettre de jouer ce rôle. Personne ne peut dire quand et comment le régime actuel prendra fin. Nous pensons — et la Charte l'a dit — que la présente phase de l'évolution du capitalisme français semble devoir conduire à une « issue socialiste »... Mais personne ne peut affirmer que le régime actuel, avant de sombrer, n'évoluera pas dans un sens ou dans l'autre. L'éventualité de « l'issue socialiste » dépendra des circonstances économiques et politiques, nationales et internationales. Cela dépendra dans une très grande mesure de nous et des autres formations politiques et syndicales des travailleurs.

Si l'unité syndicale se réalise, si l'unité organique des partis qui se réclament du socialisme se reconstitue, ou si, à défaut de cette unité, le « Front Socialiste » se constitue, alors « l'issue socialiste » aura beaucoup de chances de se présenter devant nous. C'est pourquoi j'attribue une très grande importance aux décisions du Congrès au sujet du

« Front Socialiste », (dont nous devons prendre l'initiative), sur « l'unité syndicale » (que nous devons favoriser tout en laissant aux syndicalistes l'entière responsabilité de l'action à mener), sur la reconstruction de l'unité organique du mouvement politique des travailleurs (qui doit être notre constante préoccupation). Je veux espérer que les textes que le Congrès votera sur ces sujets seront clairs, précis, dynamiques et « percutants ».

Mais le Congrès doit dire aussi que notre objectif étant la conquête du pouvoir par les travailleurs organisés (voir la Charte), le P.S.U. refuse toute collaboration et tout compromis avec la bourgeoisie, même sur le terrain de la démocratie parlementaire, si après la chute du régime personnel actuel une république bourgeoise démocratique s'installe en France, du moins provisoirement.

5°) Cet objectif, la conquête du pouvoir par la classe des travailleurs (je n'aime pas l'expression à la mode : la classe des producteurs. Elle me semble équivoque) détermine une de nos tâches principales : le recrutement massif parmi les travailleurs manuels et intellectuels ainsi que parmi les futurs travailleurs intellectuels : les étudiants. Le recrutement parmi les jeunes paysans ne doit pas être négligé non plus. Mais parallèlement au recrutement, nous devons intensifier l'éducation socialiste de nos adhérents. Car, on adhère au parti très souvent par esprit de révolte contre l'injustice de la société. On devient socialiste au sein du parti. C'est ce que nous ne devons jamais oublier.

**La structure et la vie du Parti**

6°) La structure du parti et la vie de ses organisations doivent permettre ce recrutement, cette éducation et l'action commune de tous les membres du parti. La structure ne doit être ni trop rigide, ni trop compliquée. Les statuts doivent permettre le découpage des fédérations et des régions, la création de groupes locaux et de groupes sociaux professionnels, en premier lieu des sections d'entreprise. Ces organisations peuvent être constituées là où leur action serait plus directe et plus efficace que celle des sections de localité.

7°) Quant à la vie de ses organisations de base, elle doit tendre, d'une part, à l'action dans tous les domaines et d'autre part à l'éducation de ses adhérents dans une atmosphère de grande camaraderie et d'une véritable fraternité.

Or, certains militants rompus aux discussions doctrinales imposent à leurs camarades, à l'occasion de n'importe quelle question inscrite à l'ordre du jour, des développements prétendument « théoriques ». Ces derniers venant souvent « comme les cheveux sur la soupe » font fuir les nouveaux adhérents autant que les interminables discussions sur des questions de procédure ou d'organisation.

**La mission du P.S.U.**

8°) Une autre forme de sectarisme est encore plus dangereuse pour le P.S.U. Elle peut lui être mortelle. Gilles Martinet l'a opportunément dénoncée dans le dernier numéro de la Tribune à propos de l'élection du Comité Politique National.

Il faut, en effet, avoir une notion exacte de ce que nous sommes et de ce que nous voulons être.

Le P.S.U. n'a pas été créé pour constituer un troisième parti, entre la S.F.I.O. et le P.C., un parti meilleur, plus combatif, moins opportuniste, moins sectaire et plus indépendant à l'égard des gouvernements français et soviétique. S'il ne s'agissait que de cela, nous aurions pu rester, les uns au P.S.A., les autres

à l'U.G.S., d'autres au C.A.D., d'autres encore, à la Tribune du Communisme. Il nous aurait suffi simplement de coordonner l'action de ces groupes et groupuscules, chacun gardant son indépendance.

Mais nous avons pensé que face à la S.F.I.O., en décomposition morale, et du P.C. ébranlé par la « vérité sur Staline » et par la crise du Communisme international, il fallait tenter quelque chose qui pourrait conduire à la reconstitution de l'unité ouvrière et socialiste en France, condition indispensable pour la victoire du socialisme sur le capitalisme.

Durant cette première année de son existence, le P.S.U. a prouvé que la coexistence de diverses tendances socialistes au sein du parti était possible. Il a démontré qu'une action politique cohérente et soutenue était compatible avec la pleine liberté de chacun et avec le respect des règles de la plus complète démocratie intérieure.

Il ne faut pas que cet acquit soit compromis par le retour des habitudes sectaires de discussion, d'organisation et d'action.

Nous avons obtenu un autre résultat encore. Dans notre parti se retrouvent côte à côte des syndicalistes et des militants syndicalistes des trois centrales et des organisations autonomes. Nous démontrons ainsi la possibilité pratique du travail en commun entre eux. L'existence même de notre parti prépare le terrain de la réunification du mouvement syndical sur la base de la démocratie et à se faire représenter dans les organismes centraux.

Si ces principes étaient violés chez nous en ce qui concerne notre propre organisation, si une des tendances ou un des groupes constitutifs du P.S.U. voulait profiter d'une occasion fortuite pour minoriser les autres, ou les éliminer ce serait un coup dur pour le parti, et cela ruinerait complètement toutes les tentatives de réunifier le mouvement syndical.

Ce « sectarisme » — s'il se manifestait chez nous — compromettrait l'existence même du P.S.U. en tant que cadre prêt à accueillir les éléments sincères de la S.F.I.O. et du P.C. sur la base du socialisme et de la démocratie.

Ce rôle, le P.S.U. ne pourra le jouer que s'il continue à assurer à tous ses membres sans exception aucune la pleine et entière liberté de l'expression de leur pensée et à la ou les minorités, quelles qu'elles soient, la représentation à tous les échelons de la direction.

Le monolithisme, on peut le trouver au P.C. et à la S.F.I.O. La fidélité au dogme et à la lettre et non à l'esprit du socialisme, n'importe quelle secte peut l'assurer. Et plus elle est petite et plus le dogmatisme sera puissant. L'obésité aveugle, sous la menace de sanctions appliquées brutalement, automatiquement, sans discernement — on peut aller le chercher dans le parti de Thorez ou dans celui de Mollet.

Le P.S.U. est tout autre chose. Il veut démontrer par son action qu'il est digne de représenter les aspirations des travailleurs et que ceux-ci doivent venir grossir ses rangs.

Par son organisation le P.S.U. doit montrer aux militants égarés dans les rangs de la S.F.I.O. et du P.C. que seuls les principes sur lesquels il est fondé peuvent permettre la vraie unité politique du mouvement.

Par une atteinte à ce droit de représentation de toutes les nuances de la pensée socialiste dans les organismes du parti on ne modifiera pas seulement le caractère du P.S.U. On lui enlèvera toute sa raison d'être.

Attention camarades !

Jean ARTHUYS:

**L**E P.S.U. devra un jour prendre le pouvoir. Il effectue en ce moment une reversion capitale. Il a pu remettre les grands débats parce qu'il lutait de toutes ses forces contre les guerres coloniales. Aujourd'hui il va passer par une longue série d'épreuves aux termes desquelles nous saurons s'il peut prétendre ou non instaurer la démocratie socialiste et comment. Aussi nous semble-t-il très important de nous pencher avec attention sur les formes d'organisation que nous voulons mettre en pratique. C'est le sens de la résolution VI soumise au Congrès.

Nous ne construirons pas notre parti dans l'abstrait. Aussi nous faut-il partir d'une étude sérieuse de la société française actuelle et à venir. S'il n'est pas possible de la faire ici, nous noterons brièvement quelques évidences suffisantes pour établir notre conception du parti.

Recul de la combativité en raison des aménagements habiles du capitalisme, développement tentaculaire de l'Etat-patron, relatif bien être de la très grosse majorité des Français, triomphe du souci de confort, influence considérable des formes modernes d'intoxication intellectuelle mettant l'accent sur les loisirs et les sacro-saintes vacances, imbrication des problèmes internationaux, perspectives de guerre nucléaire, lutte constante des deux grands blocs partout sur la planète ; pour l'individu le cadre ordinaire de sa lutte se retrécit de plus en plus. C'est le temps du repliement sur soi.

Pourtant, les militants politiques qui se recrutent dans les rangs des insatisfaits, des ambitieux et des convaincus sont à la fois moins nombreux et plus

exigeants. Les militants socialistes constituent une très faible minorité qui bouleversera les structures capitalistes pour rendre la dignité à l'homme endormi, bafoué, vaincu par les techniques de toute sorte. C'est pourquoi réduire le débat en une opposition entre deux théories celle du parti « ouvert » ou du parti « de cadres » ne nous semble pas juste. Disons tout de suite que pour nous, la seule façon de « fermer » le parti consisterait à interdire l'adhésion à ceux qui, d'après certains prétentieux, ne sont pas socialistes ; comme si on naissait socialiste, comme si on ne le devenait pas en s'affrontant aux réalités, aux hommes, aux structures. De quel moderne manichéisme sont donc atteint ceux qui lancent condamnation sur condamnation contre ceux qui ne sont pas exactement comme eux.

Il y a place pour tous dans le parti. A une condition exprimée, clairement : l'acceptation par chacun de la charte, c'est-à-dire la base politique fondamentale sur laquelle nous nous sommes retrouvés et les statuts, c'est-à-dire les règles de notre vie commune. Un parti « ouvert » ne veut pas dire que nous puissons, sous quelque prétexte que ce soit, admettre dans nos rangs des hommes qui voudraient se servir du parti ou ceux qui manquent à la discipline élémentaire d'autant plus nécessaire que nous ne sommes pas très nombreux et ainsi nuisent au recrutement, découragent nos amis, nous déconsidèrent aux yeux de nos sympathisants, renforcent les arguments de nos ennemis.

Oui, le parti « ouvert » signifie tout autre chose. La société capitaliste n'a pas connu le

développement prévu à la fin du siècle dernier ; les formes de luttes des partis ouvriers n'ont pas toujours été adaptées. Un parti « ouvert » signifie donc avant tout qu'il ne doit pas être victime d'un conformisme de pensée consistant à pratiquer la méthode des comparaisons incessantes et des études relatives. Le champ d'action qui lui est offert, est si vaste qu'il lui faut innover comme l'ont fait yougoslaves, russes et chinois au lieu de copier comme l'ont fait les communistes ou les socialistes français.

Ensuite le parti doit être une réelle école de cadres qui forme des militants chevronnés agissant dans les milieux essentiels.

Les sections qui passent, comme c'est le cas encore trop souvent, des soirées entières à mal régler des problèmes administratifs internes au parti — ce qui n'intéresse personne — ou, ce qui est pire encore, à élaborer une même définition de telle ou telle théorie aussi définitive (!) que toutes les précédentes, ces sections ne jouent pas le rôle que nous attribuons aux groupes de militants. Nous avons toujours soutenu que la politique du parti s'élabore à partir du travail des sections parce que nous sommes persuadés que seuls les militants affrontés aux réalités quotidiennes peuvent déterminer les « possibles » et les moyens. Et ces réalités s'appellent : la vie professionnelle, d'où l'intérêt majeur du double engagement syndical-parti ; la vie familiale, d'où notre présence nécessaire aux associations de parents d'élèves ; la vie de la cité d'où notre intérêt dans les associations les plus diverses (mal-logés, locataires, loisirs...) la vie publique, d'où notre activité dans le secteur municipal

et dans celui plus vaste encore de la politique dite générale. En bref, le parti « ouvert » est justement composé de ces militants socialistes pour qui la participation à la vie politique de leur pays, de leur ville, de leur quartier est aussi évidente que le paiement de leur loyer, leur travail, leur famille.

Le parti doit en fait apprendre à ses adhérents à faire entrer la politique dans la vie.

Enfin le parti, fait pour conquérir le pouvoir, doit préparer certains de ses militants aux responsabilités politiques et administratives, à tous les échelons. Ces militants accepteront parce que le parti leur demandera parce qu'ils auront la confiance de la majorité d'entre nous, parce que nous les jugerons capables de remplir ces tâches. Ils auront plus de charges, plus de devoirs, plus de comptes à rendre.

Ainsi toute comparaison entre le parti « ouvert » et une de ces auberges espagnoles ou l'on mange ce que l'on apporte n'est pas possible. Au contraire pour nous, le parti est le moyen, l'outil permanent dont nous disposons pour faire triompher le socialisme et le maintenir au pouvoir.

Ideologiquement il doit s'appuyer sur une théorie vivante basée sur la réalité économique, sociale, politique ; tactiquement il doit être en mesure de modifier ses dispositions en raison des conclusions qu'il tire de l'analyse des événements ; humainement, il accueille tous ceux qui acceptent sa charte et pratiquent sa discipline et se reconnaît à chaque instant le droit de sanction parce qu'il sait que la loi fondamentale de la démocratie, c'est le contrôle de tous par tous.

**Oui, un parti ouvert**

Manuel BRIDIER:

# Pas de mystère dans le Parti!

NOS amis — et nos adversaires — attendent beaucoup de notre premier Congrès National.

Les uns nous rejoindront si ce congrès fait la preuve que notre parti est à la fois divers et démocratique dans la confrontation des idées, efficace et discipliné dans l'action. Les autres, au contraire, spéculent sur notre « crise » (comme ils disent dans leurs journaux) et veulent démontrer que notre parti n'est pas viable, qu'il est formé de tendances hétéroclites, réunies un instant par la guerre d'Algérie, mais dont l'union est sans avenir — surtout si la paix arrivait bientôt.

La discussion qui se déroule dans le parti est déjà une première réponse. Il faut dire, parce que c'est vrai, que cette discussion est la plus large, la plus franche, la plus démocratique en un mot de tous les débats engagés, dans quelque parti que ce soit, depuis de nombreuses années. Qu'une telle discussion n'aille pas sans quelques « grincements » c'est tout naturel. Mais nous voyons aussi s'affirmer une volonté réfléchie de compréhension réciproque et d'unité dans l'action.

Les résultats du congrès de Paris sont à cet égard très révélateurs. Les discussions acharnées sur les articles de la résolution, les votes sans compromis sur chacun d'entre eux permettent de dégager les principaux courants. Le vote final et surtout la désignation des délégués au congrès national affirment la volonté, chez l'immense majorité des militants, de travailler ensemble à construire ce parti et de n'éliminer aucune tendance dans cet effort de construction.

Telles seront aussi, nous en sommes certains, les préoccupations de notre Congrès National.

Est-ce à dire que tout soit pour le mieux dans le meilleur parti du monde? Nous en sommes évidemment très loin. Soucieux à la fois de la démocratie et de l'unité, nous n'avons pas toujours su trou-

ver les moyens de notre politique à l'intérieur même du parti.

Nos congrès, nos conseils nationaux donnent trop souvent à ceux qui les suivent l'impression d'une lassitude et d'une confusion extrême. Nous avons rejeté comme il le fallait la vieille conception des congrès d'opéra-comique, où les témoins venaient chanter leurs grands airs aux applaudissements d'un parterre de spectateurs. Nous lui avons substitué bien souvent, au nom de la démocratie, une véritable atomisation du débat et, ce qui est plus grave, de la pensée elle-même.

Qui peut retrouver facilement le fil directeur d'une doctrine, dans cette poussière d'amendements et de sous-amendements? Qui peut saisir ou exprimer une opinion cohérente, à travers ces interventions télégraphiques de trois ou de cinq minutes? La démocratie se retourne ici contre elle-même et la liberté d'expression conduit à ne plus rien exprimer du tout.

Dès lors, les courants se dévient plus qu'ils ne se définissent. Il faut les chercher au détour d'un vote, au hasard d'une phrase plus ou moins révélatrice.

Dès lors, la volonté légitime de respecter chaque tendance et de l'associer à l'œuvre commune doit se traduire, faute de mieux, par des dosages de personnes et des négociations de couloir.

Ce n'est pas le dosage qui est malsain, c'est la méthode. Et cette méthode est rendue presque inévitable dans la mesure où les courants ne se présentent pas avec une pensée complète, sur des textes cohérents d'orientation.

D'où l'impression de mystère, d'où les rumeurs d'une crise qui disparaîtraient si la confrontation des courants pouvaient s'effectuer en toute clarté, montrant à la fois nos divergences et nos objectifs communs.

Que notre parti soit divers (par l'origine sociale, politique, philosophique et ses adhérents, et aussi par les « styles »

qui en découlent) nous le savions en y entrant et nous n'aurions pas fondé ce parti si nous avions pensé que ce fût là un vice mortel de constitution.

Il s'agit donc pour nous de savoir comment ces diverses familles pourront habiter la même maison, de savoir — aussi — comment la ligne générale restera conforme aux perspectives révolutionnaires de notre Charte d'Unité, conforme à la prédominance du prolétariat sur l'ensemble des couches sociales qui constituent le parti.

La première condition est d'éliminer le mystère et les arrières-pensées. A travers les commissions de formation et de recherche, les rencontres publiques ou les week-end d'étude nous devons nous efforcer d'assurer la confrontation des courants, non plus limitée à des points de détail (tel article, tel amendement) mais sur les grands problèmes du monde moderne et les orientations globales. Nous devons aider par cette discussion chaque courant à formuler et à préciser sa propre pensée, puis à participer avec les autres courants à l'élaboration de la ligne commune.

Nous devons ensuite organiser les congrès et les conseils de telle manière que la discussion soit réellement démocratique, c'est-à-dire qu'elle ne se perde pas dans la confusion des textes mais soit au contraire centrée sur les quelques choix fondamentaux à l'ordre du jour.

Une commission d'organisation des congrès devrait se pencher rapidement sur ces problèmes. Des solutions (comme l'existence de commissions préparatoires, chargées de regrouper les textes et de constituer une sorte de précommission des résolutions) devraient être proposées aux sections et les statuts devraient être modifiés en conséquence.

Il n'est pas concevable que nous construisions un parti de type nouveau avec des structures héritées des anciens partis, bonnes sans doute pour les dialogues de

leaders mais dont l'expérience nous montre quelles ne sont pas adaptées aux besoins d'une démocratie véritable.

Ce ne sont là, qu'on y prenne garde, de simples remarques d'organisation. Notre parti va être confronté dans les mois qui viennent avec des problèmes nouveaux. S'il n'est pas en mesure d'élaborer un programme de transition, s'il est incapable d'exprimer et de surmonter en même temps ses divergences internes, alors nous donnerons raison à ceux qui voient dans le P.S.U. la tentative éphémère et chimérique de concilier des inconciliables, avec pour seul ciment provisoire notre opposition au colonialisme.

Nous pensons au contraire que le regroupement de tous les courants authentiques du socialisme dans un seul parti répond aux besoins de l'action dans la phase actuelle. Nous pensons, bien sûr, que le courant révolutionnaire, que les forces du prolétariat industriel et du petit prolétariat employé doivent peser d'un poids décisif, sous peine de retomber dans les erreurs du passé ou de glisser, comme les staliniens, vers un socialisme étatique, étranger à notre idéal. Mais nous pensons aussi qu'il n'y a pas aujourd'hui entre les divers courants et les diverses couches sociologiques du monde du travail, au sens le plus large, d'oppositions d'intérêts qui puissent justifier, dans la phase actuelle et pour une longue période, l'existence de partis distincts.

Encore faut-il que notre parti unifié se donne les moyens de remplir son rôle, particulièrement délicat.

Les méthodes employées jusqu'ici sont acceptables au bénéfice de l'âge. Il fallait en passer par là.

Mais il faut vite en sortir.

C'est un devoir pour chacun, à quelque tendance, à quelque origine qu'il appartienne, de contribuer aujourd'hui à une discussion claire, à un approfondissement des idées qui est la condition de la confiance — et par conséquent de l'unité.

## Maurice COMBES: Pour une voie française du Socialisme

LA France, pays des socialistes utopiques, la France où Marx et Lénine vécurent en exil, la France de la Commune de Paris n'a pas trouvé sa voie vers le socialisme. L'échec des partis traditionnels se réclamant de cet idéal est patent. Le P.C. et la S.F.I.O. n'ont pas su conquérir durablement le pouvoir; lorsqu'ils y ont participé, ils ont certes contribué à réaliser d'importantes réformes, mais sans amorcer une transformation décisive de la société.

Le totalitarisme du P.C. est pour lui un facteur d'isolement, isolement que ce parti tente de surmonter par des phases successives de sectarisme et d'opportunisme. La crise à laquelle nous assistons actuellement est sans doute loin d'être terminée; peut-être aboutira-t-elle, en fin de compte, à une réputation des méthodes les plus condamnables du stalinisme.

Quant à la S.F.I.O., elle ressemble de plus en plus à un parti radical où les socialistes sincères ont de moins en moins d'audience. De plus, le P.C. et la S.F.I.O. semblent séparés par un fossé presque infranchissable, leur opposition contribuant à les maintenir dans des attitudes figées, chacun d'eux servant de repoussoir à l'autre. L'existence d'un vrai parti socialiste peut, au contraire, favoriser le dégel du P.C. et l'évolution à gauche de la S.F.I.O.

### Le Parti

Pour exercer cette influence bénéfique, pour jouer un rôle déterminant à l'intérieur du « Front Socialiste », le P.S.U. doit être, comme l'a souligné Raymond Badiou, un parti vivant et fort. Ses membres doivent militer dans les syndicats, les groupements de jeunesse, dans les organisations où ils peuvent être en contact avec les masses, non pour s'y comporter en partisans, mais pour travailler à la prise de conscience politique, économique et sociale de leurs camarades théoriquement non-socialistes. Mais cela exige qu'ils aient eux-mêmes des vues claires sur les problèmes posés par l'évolution des sociétés modernes; cela exige que le Parti soit en mesure de leur permettre de faire leur éducation.

D'où l'importance des réunions de section qui doivent être consacrées non seulement à faire le point de la situation politique et à organiser la propagande (affiches, tracts, presse, réunions publiques, communiqués), mais aussi à étudier les questions fondamentales du socialisme d'aujourd'hui et les problèmes d'actualité auxquels le P.S.U. doit proposer des solutions pour accroître son influence et son efficacité.

Il y a des expériences socialistes étrangères qu'il convient d'examiner attentivement et sans parti pris, tout en s'efforçant de discerner leur caractère spécifique: expériences travailliste, scandinave, israélienne, yougoslave; l'évolution de l'U.R.S.S., en particulier la crise marquée par le XX<sup>e</sup> Congrès, doit être étudiée également avec attention, ainsi que les transformations des sociétés capitalistes comme la société américaine (dont la critique doit être renouvelée).

Sur un point plus précis, l'étude de la gestion allemande montrerait sans

doute les difficultés de la démocratie économique. Et puis, il y a l'expérience de la gauche française qui, à deux reprises, au moment du Front Populaire et à la Libération, a semblé être la maîtresse du pays; les résultats positifs et les limites de ces deux expériences doivent être soigneusement distingués. Quant aux problèmes d'actualité, l'intérêt doit être concentré sur les questions essentielles: planification économique, automation, logement, enseignement, agriculture, décolonisation, grands problèmes internationaux et Europe. Et ceci ne doit pas exclure non plus l'étude de questions d'intérêt local, des réalités économiques, sociales et politiques du département et de la région.

Les C.E. fédérales, comme le disait également Badiou, ont un rôle essentiel à jouer, rôle de coordination et d'organisation. Et je suis d'accord, d'autre part, pour dénoncer le danger de bureaucratisme, pour éviter qu'il soit créé, comme dans les vieux partis, des organismes et des commissions qui n'existeraient que sur le papier. En ce qui concerne les syndicalistes membres du parti, s'il me paraît difficile de leur assurer, en tant que tels, une représentation aux divers échelons, comme le suggère Charles Hernu, il est en revanche hautement souhaitable que les camarades de toutes tendances syndicales appartenant à une même section ou à une même fédération se réunissent pour confronter leurs points de vue et s'efforcer d'atteindre — compte tenu des particularités de chaque centrale — des objectifs communs (qu'il s'agisse de revendications locales ou d'actions de caractère plus large, comme la lutte pour la paix en Algérie).

Un climat de travail et de camaraderie doit permettre d'éviter les perpétuelles luttes de tendances et de personnes, le verbalisme, le révolutionnarisme en chambre, ces maladies séniles d'une certaine social-démocratie qui ne peuvent aboutir qu'au sectarisme de pensée et à l'opportunisme pratique. L'expression de la pensée des membres du Parti doit être libre, elle ne doit pas être entravée par le respect d'une prétendue orthodoxie, mais il importe de maintenir la cohésion dans l'action. Gilles Martinet a eu raison, après avoir permis à Georges Suffert d'exprimer dans son journal un point de vue « hérétique », de rappeler la nécessité de la discipline. A l'extérieur, le Parti ne doit pas craindre le dialogue avec les organisations syndicales et d'autres formations politiques. Le Parti doit être intrinsèquement sur les principes et faire preuve d'une grande souplesse tactique.

En dehors du risque de luttes intestines, tout parti de transformation sociale doit faire face à deux dangers: le gauchisme et l'opportunisme. Je pense, quant à moi, que le P.S.U. a su jusqu'ici, dans l'ensemble, faire face à ces dangers. Nos adversaires espéraient bien qu'étant donné nos origines diverses, nous serions amenés rapidement à nous déchirer, à nous trouver dans l'incapacité de définir une « ligne » commune. Malgré certaines difficultés, personne ne peut dire qu'il y a actuellement deux partis au sein du P.S.U.: celui des ex-U.G.S. et celui des ex-P.S.A. Malgré des discussions un peu vaines sur le droit à l'insoumission et

sur le caractère de la révolution algérienne, nous n'apparaissions pas comme un parti d'objecteurs de conscience et d'agents du F.L.N.. Malgré les hésitations d'un certain nombre de nos camarades, nous avons maintenu, lors du second référendum, notre opposition fondamentale au régime gaulliste en faisant campagne pour le « non », faute de pouvoir manifester cette opposition par un boycott efficace.

### Un programme concret

Certes, nous ne partons pas de zéro. Le P.S.U. ne manque pas de militants courageux et expérimentés: anciens membres de la S.F.I.O. et du Parti radical demeurés fidèles aux valeurs démocratiques et socialistes, militants d'origine catholique qui ont compris les équivoques de la démocratie chrétienne, camarades qui, ayant appartenu au P.C. ou étant proches de lui, ont senti que ce parti, dans une assez large mesure, était devenu conservateur, syndicalistes enfin, aux expériences si différentes. Cela permet de faire vivre un parti et de l'étoffer peu à peu. Cependant, le P.S.U. ne réussira que s'il se montre capable d'attirer les jeunes qui vont accéder bientôt aux responsabilités civiques et vont se presser en foule sur le marché du travail, découvrant les difficultés de l'existence dans une société injuste.

Cependant, nous n'amènerons pas ces jeunes à nous par des proclamations abstraites ou par des hommages aux grands ancêtres qui ne feraient que trahir notre manque d'imagination. Durant des décades, le P.C. et la S.F.I.O. ont bavardé sur la révolution sans jamais la faire. Si nous les imitions, si nous nous abandonnions à la démagogie et à l'intégrisme de gauche, nous serions condamnés à un échec très rapide et le socialisme serait à renvoyer dans ce pays au musée des antiquités. Ce qu'il faut pour attirer les jeunes — et même les moins jeunes —, c'est un programme concret, réaliste, efficace.

Il serait ridicule de ma part de tenter de me substituer au Parti pour définir les grandes lignes de ce programme. Du moins voudrais-je indiquer quelles doivent être, à mon avis, nos préoccupations essentielles en la matière, si nous voulons avancer sur la voie du socialisme.

● Pour réaliser la démocratie socialiste, nous devons proposer de nouvelles institutions politiques et économiques. Lorsque l'actuel régime de pouvoir personnel aura disparu, nous devons nous opposer à la restauration d'un parlementarisme désuet. A cet égard, l'idée d'un arbitrage populaire entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif paraît féconde.

● Sur le plan économique, nous devons préconiser une planification démocratique: les grandes options du plan seraient discutées publiquement, les syndicats seraient associés à son élaboration, le plan n'aurait pas seulement pour certains secteurs un caractère indicatif, mais impératif. Il serait procédé à de nouvelles nationalisations, en fonction de l'efficacité de la planification.

Nous devons démontrer que celle-ci permettrait:

- Une élévation du niveau de vie plus rapide que celle qui existe actuellement;
- La satisfaction prioritaire de certains besoins essentiels comme le logement;
- Le plein emploi, malgré les conséquences de l'extension de l'automation et de l'afflux des jeunes;
- La réanimation économique de certaines régions.

● Sur le plan agricole, il faut rompre avec la démagogie des vieux partis pour rechercher des formules de coopération et de modernisation.

● Autre problème important: celui de l'enseignement. La défense de la laïcité ne doit pas revêtir un caractère formel, mais être liée aux perspectives de rénovation et de démocratisation de l'enseignement public.

● Malgré la fin sans doute prochaine de la guerre d'Algérie, la décolonisation doit rester au centre de nos préoccupations, le réveil des pays sous-développés et colonisés constituant le fait majeur de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Il faut souligner l'usure extrêmement rapide de la Communauté gaulliste, préconiser une coopération économique et culturelle d'un type nouveau avec les jeunes Etats africains. Enfin, le Parti ne doit cesser de dénoncer le rôle néfaste des hommes responsables des tragédies d'Indochine et d'Algérie; c'est une œuvre de salubrité publique.

● Les problèmes internationaux doivent également requérir toute notre attention, car ils conditionnent notre politique intérieure. Nous devons soutenir toutes les mesures qui peuvent favoriser le développement des forces indépendantes au sein des deux blocs et, par conséquent, la détente internationale (création de zones démilitarisées, admission de la Chine à l'O.N.U., soutien des initiatives des pays neutres lorsqu'elles sont valables).

● Les problèmes posés par la construction de l'Europe ne peuvent pas non plus nous laisser indifférents. Il faut débattre le cadre de l'Europe des Six, même de manière empirique. La coopération des forces ouvrières au sein de la « Petite Europe » est cependant une nécessité impérieuse, car le Marché commun est une réalité (quelles que soient les réserves que l'on puisse faire sur les principes qui ont présidé à sa mise en route).

C'est par la mise en œuvre d'un programme concret que nous pourrions renforcer le Parti et définir la voie française du Socialisme.

### ERRATUM

Dans la « Tribune de Discussion » de la semaine dernière, un mot a sauté dans l'article de Claude Bourdet, « Le Front Socialiste qu'est-ce que c'est? », et pourrait en dénaturer le sens. Il faut lire dans le deuxième paragraphe de la seconde colonne: « Une alliance organique entre toutes les forces populaires, partis, syndicats, etc... » Il est clair par tout le contexte que le Front Socialiste comprend les partis de gauche — mais il valait mieux rectifier pour éviter toute interprétation tendancieuse.

**UN ÉVÉNEMENT DE PORTÉE INTERNATIONALE :**

# Le 34<sup>e</sup> Congrès du Parti Socialiste Italien

Le Parti Socialiste Italien tient cette semaine son 34<sup>e</sup> congrès national.

C'est un événement de portée internationale, car depuis 1956 — date de sa rupture définitive avec le stalinisme — le P.S.I. est devenu pratiquement le chef de file des courants et partis qui tentent d'ouvrir de nouvelles voies au socialisme.

Comme celui de janvier 1959, le congrès de cette année sera dominé par l'affrontement entre trois tendances, nennistes, partisans de la gauche et centristes regroupés autour de Lelio Basso, s'opposant pour l'essentiel sur le problème des rapports avec la Démocratie Chrétienne et avec le Parti communiste.

Néanmoins les questions théoriques — à en juger par les projets de résolution — ne seront certainement pas absentes des discussions et les délégués auront à se prononcer, en même temps que sur des directives d'action, sur telle ou telle interprétation des structures économiques, sociales et politiques du capitalisme contemporain. L'examen des différentes positions n'est donc pas sans intérêt, même si les problèmes italiens sont loin de recouvrir les problèmes français.

**L**a tendance majoritaire, celle de Nenni (58 % des mandats en 1959) est sur le plan pratique hostile à la collaboration avec le Parti communiste, mais favorable à une collaboration avec l'aile gauche de la Démocratie Chrétienne — dirigée par Fanfani, l'actuel président du Conseil — et cela pour mettre fin au monopole des coalitions centre-droite et centre-gauche sur la vie politique italienne. Cette politique qui n'exclut pas a priori une collaboration gouvernementale avec la Démocratie Chrétienne si certaines conditions de programme sont remplies (nationalisation de l'électricité, etc...) se donne surtout pour objectif de dégeler la grande masse des travailleurs catholiques qui tiennent compte des condamnations portées par la Hiérarchie et le Vatican contre le socialisme. Elle s'est traduite récemment par la collaboration du P.S.I. avec la D.C. pour la for-



(Keystone)

Pietro NENNI

mation de municipalités et d'assemblées locales, même là où le P.S.I. et le P.C.I. avaient ensemble la majorité. Elle se manifeste également sous la forme d'une sorte de neutralité bienveillante du groupe parlementaire socialiste face au gouvernement Fanfani, malgré le caractère modéré de son programme et de son action. Il s'agit par conséquent d'un jeu d'équilibre subtil qui va de l'opposition constructive à la collaboration sous condition, sans qu'il soit toujours très facile de faire le partage entre ces deux attitudes.

Sur le plan théorique, les nennistes, encore appelés autonomistes, justifient leurs positions assez nouvelles dans l'histoire du socialisme italien d'après-guerre par une analyse originale du développement du capitalisme en Italie. Selon eux, l'importance croissante des monopoles dans la vie économique a comme corollaire une intervention de plus en plus active et qualitativement nouvelle de l'Etat dans les processus économiques décisifs

qui transcende ainsi ses origines de classe. Il est par conséquent permis d'envisager son utilisation pour imposer des réformes démocratiques sans qu'interviennent au préalable des changements fondamentaux, tant dans sa composition que dans son fonctionnement. On peut ainsi concevoir la marche au socialisme comme une marche par étapes, même s'il est nécessaire, à un moment ou à un autre, de faire un saut définitif pour éviter tout retour en arrière.

La tendance centriste de Lelio Basso, faible numériquement (8,7 % des mandats au Congrès de janvier 1959), mais soutenue par quelques-uns des cadres les plus formés du Parti, critique violemment ces vues théoriques qui ne peuvent, dit-elle, que mener à une collaboration de classes systématique et vraisemblablement à une démolition du Parti. Elle leur oppose une analyse qu'elle veut plus complexe du capitalisme contemporain. Sans nier certains des aspects mis en valeur par les nennistes, Basso et ses amis mettent l'accent sur les tendances autoritaires et totalitaires inhérentes au processus de concentration des pouvoirs économiques et politiques entre les mains d'une oligarchie techno-bureaucratique de moins en moins contrôlée par le Parlement et les Partis démocratiques. Pour eux, l'Etat, bien qu'il ne soit plus seulement un instrument de répression, n'est pas neutre : son intervention dans les domaines économique et social pour combattre les déséquilibres qui mettent en danger la survie du système capitaliste ne va pas au-delà de ce qui est tolérable pour l'élite du pouvoir. Il ne peut donc être question pour un Parti socialiste de s'intégrer d'une façon ou d'une autre au précaire équilibre capitaliste, il a, au contraire, à lui opposer une perspective globalement différente de démocratisation des structures économiques et politiques, ce qui implique que les socialistes luttent pour une transformation complète des structures étatiques, et non pour l'utilisation de celles qui existent déjà.

Il va de soi que, sur de telles bases, le courant regroupé autour de Basso est hostile à la politique d'ouverture sur l'aile fanfaniste de la Démocratie Chrétienne. Basso, dans de nombreux articles, s'est en effet attaché à démontrer que l'aile fanfaniste de la D.C., loin d'être une aile socialisante prête à se battre pour obtenir des réformes fondamentales, est en fait l'expression d'un courant capitaliste moderne, proche de certains secteurs avancés de la grande industrie comme la FIAT à Turin. Par suite, la recherche de l'unité d'action avec les travailleurs catholiques ne peut se faire par la collaboration avec la D.C., Parti dominé par le cléricalisme, influencé par le Vatican qui cherche par tous les moyens à maintenir l'unité politique des catholiques, malgré les différences de classes.

Elle doit se faire, au contraire, à travers les luttes syndicales, à des niveaux proches des préoccupations réelles des travailleurs catholiques, pour les amener à surmonter par leur propre expérience les interdits de la hiérarchie catholique. Cette unité conçue comme unité des classes laborieuses ne peut pas non plus exclure les communistes qui restent une force décisive dans le mouvement ouvrier : ce que les socialistes doivent refuser c'est d'être réduits au rôle de brillants seconds, comme cela s'est passé entre 1948 et 1955.

La gauche du Parti (34 % des mandats en 1959) n'offre pas d'analyses sensiblement différentes de celles de Basso. Elle se distingue surtout par le ton et par un attachement plus net au passé du Parti (la période du pacte d'unité d'action avec le P.C.I.). Elle se veut aussi plus proche de la base ouvrière du Parti qui mène souvent le combat quotidien coude à coude avec les ouvriers communistes. Mais ce qui, croyons-nous, la caractérise le mieux, c'est son refus catégorique du réformisme et de l'opportunisme, ce qui se manifeste chez certains de ses leaders par une assez grande méfiance devant l'habileté manœuvrière du chef communiste Togliatti.

Cependant, elle n'est pas totalement homogène et il est possible de discerner chez ses différents leaders des préoccupations assez diverses. Un syndicaliste comme Foa s'intéresse surtout à l'établissement d'un programme d'action concret portant sur les problèmes économiques; Vecchietti, le porte-parole le plus écouté de cette tendance cherche surtout à maintenir l'œuvre de Rodolfo Morandi, secrétaire à l'organisation du Parti à l'époque du pacte d'unité d'action. Libertini et Panzieri, les publicistes les plus connus de la gauche, sont très ouverts aux discussions sur les notions de contrôle ouvrier et de gestion ouvrière.

La gauche du P.S.I. est souvent décrite comme un appendice pur et simple du P.C.I. Ce que nous venons de dire montre à l'évidence qu'il s'agit d'une exagération manifeste. Qui plus est, la gauche se prononce maintenant pour le neutralisme actif en politique internationale et refuse de re-

connaître l'U.R.S.S. comme l'Etat-guide du mouvement ouvrier international. Sur le plan de la politique intérieure, elle refuse également de considérer le P.C.I. comme le Parti-guide de la gauche italienne et n'hésite pas, parfois, à engager des polémiques avec la presse communiste. Il reste vrai, toutefois, que beaucoup de partisans de la gauche ne se sont vraisemblablement ralliés à ces nouvelles positions que par opportunisme tactique et parce que le vieux frontisme (subordination du P.S.I. au P.C.I.) est aujourd'hui discrédité. C'est dire qu'il n'est pas facile de faire le partage entre le vrai ou le faux dans les attaques périodiques que lancent les journaux démochrétiens ou social-démocrates (Saragat).

**I**l est donc difficile de conclure définitivement sur ce point, si ce n'est qu'on peut affirmer avec quelque vraisemblance qu'à la longue, les membres de la gauche seront amenés à affirmer toujours un peu plus leurs positions propres



(Archives)

Lelio BASSO

en fonction de la crise latente du communisme international.

Il serait faux, bien sûr, de réduire la réalité du P.S.I. à ces trois tendances. Il existe de nombreux secteurs de la base qui ne considèrent en aucun cas les actuelles tendances comme l'expression de leurs positions réelles. Il y a aussi de nombreux militants que les luttes internes du Parti n'intéressent pas et même fatiguent. La conséquence de cet état de choses est souvent une baisse d'intérêt des adhérents pour les réunions des organismes de base, en particulier la mauvaise fréquentation des réunions préparatoires au congrès, souvent marquées par de violents affrontements entre activistes des trois tendances.

Le Parti vit ainsi dans un état de malaise latent, malgré un renforcement numérique réel depuis 1959. Dans ces conditions, de nombreux dirigeants sentent qu'il est nécessaire de faire des efforts pour maintenir l'unité du Parti. Des membres de la majorité, comme R. Lombardi se sont prononcés pour la participation des minorités à la direction effective du Parti et pour l'atténuation des luttes fractionnelles. Il ne semble pas impossible, par ailleurs, que les oppositions se prêtent à une telle offre de collaboration qui empêcherait une tendance, même majoritaire, d'être le porte-parole exclusif du Parti.

Si cette perspective se réalisait au Congrès, les luttes actuelles prèdraient sans doute beaucoup de leur violence, mais il est à peu près exclu qu'elles puissent cesser, car elles sont en définitive alimentées par les problèmes de fond de la marche vers le socialisme. Le P.S.I., pas plus que les autres partis novateurs, ne peut éviter ces débats dont dépend, pour une large part, l'avenir du socialisme. Il faut maintenant souhaiter qu'ils aboutissent à une clarification sur les buts et les méthodes de l'action socialiste.

Jean-Marie VINCENT.